

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Agriculture

les 11 nouvelles

DE L'ÉTÉ

Une publication
trimestrielle
de la direction générale
de l'Agriculture
3^e trimestre 2008



Actualités
recherche

FCO / BTV

La langue bleue
p. 4-14



Gestion

**Les APL,
indicateurs de la
gestion de l'azote**
p. 26-27



Secteur végétal

**La culture
du chanvre**
p. 30-31

dossier Conjointes et conjointes aidants, la cotitularité



RÉGION WALLONNE

Bur. dep. Brux. X

<http://agriculture.wallonie.be>

Communication

Le pays du Blanc-Bleu, c'est chez vous

2



A l'initiative du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme, l'Apaq-W a en charge l'organisation et le suivi d'une campagne de promotion en faveur de la viande bovine d'origine wallonne. Un premier budget de 285.000 € avait été octroyé et s'est vu complété par une nouvelle enveloppe de 605.000 €.

Donc, environ 900.000 € sont consacrés à différentes actions de promotion. On retiendra une campagne générique sur le thème Le pays du Blanc Bleu, c'est chez vous. Cet axe a été choisi afin de souligner la race wallonne produite dans un environnement de proximité.

Des actions multiples

Différents types d'actions y sont associés.

- Des actions de contact direct, via la participation aux foires, à des événements

ponctuels et à des actions de dégustation dans les magasins. Ces actions renforcent les ventes et permettent une approche directe des consommateurs.

- Un complément visuel renforce le thème principal. Il s'agit de la diffusion de spots télévisés sur les télévisions locales et nationales (francophones).
- Des spots radio sont présents sur les chaînes de RMB et BelRTL.
- Les personnes responsables des achats trouveront dans les hebdomadaires féminins des informations sur les filières et sur les qualités nutritionnelles du Blanc-Bleu.
- Une attention toute particulière est ajoutée dans les communications aux nutritionnistes, médecins et centres de santé.
- L'Horeca ne sera pas en reste puisqu'au vu de la consommation hors-foyer (en augmentation permanente), il convient de leur fournir un produit en parfaite adéquation avec ses souhaits.

GEOFFROY SIMONART, APAQ-W

Pour plus d'informations

Agence wallonne pour la Promotion
d'une agriculture de qualité, Apaq-W
2, rue Burniaux
5100 Jambes
<http://www.apaqw.be>

M. Claude Delbeuck,

Directeur général de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement



De plus en plus, chacun se rend compte qu'il n'y a pas d'agriculture sans environnement, ni d'environnement sans agriculture.

Comme si l'adage n'était pas suffisant, le Gouvernement a décidé de créer et de mettre en place les structures qui le confirment. Ainsi, dorénavant, ces deux domaines seront intimement liés administrativement. En effet, déjà soutenus par le même Ministre, l'agriculture et l'environnement dépendent désormais officiellement de la même direction générale, la DG03, ou Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, pour une meilleure approche concertée de tous ces domaines. *Toutefois, cette appellation n'apparaîtra que dans la prochaine revue.*

Cette nouvelle structure permettra, certes, de mieux répondre aux besoins des agriculteurs et des citoyens.

Votre revue de la fin de cet été approfondira un sujet qui a inquiété plus d'un d'entre vous. Ainsi, la maladie de la langue bleue n'aura plus de secret pour le lecteur qui trouvera ici une présentation de la maladie, ses origines, son extension et les méthodes de lutte proposées. Vous verrez que la Belgique ne reste pas inactive dans la recherche. Je me réjouis d'ailleurs que plusieurs décisions politiques ont été prises pour aider l'agriculture affectée par cette maladie et qu'il y a un accord de principe pour l'octroi d'avances.

Les agricultrices ne seront pas oubliées par l'article très complet sur la cotitularité. Il donnera à chacun et à chacune les raisons de la démarche entreprise et son utilité ainsi que la procédure à suivre. Nul doute que nombreux d'entre vous ont déjà accompli, avec leur conjoint, les démarches, simplifiées au maximum mais nécessaires aux adaptations de leur identification.

Plusieurs articles toucheront au bétail. Outre celui décrivant la maladie de la langue bleue, nous vous présenterons le programme d'observation de l'azote lessivable ainsi que la démarche de formation sur la manière d'allier sécurité de l'éleveur et le bien-être animal. L'accès du bétail aux cours d'eau fait, à lui seul, l'objet d'un nouveau *Livret*, le n° 16, disponible gratuitement.

Désirez-vous venir à bout des indésirables rumex, chardons et orties dans vos prairies permanentes ? Nous pourrions vous conseiller.

Certain que vous serez étonné par les propriétés du lait d'ânesses ou de jument et plus encore par les possibilités insoupçonnées qu'offre le bioraffinage, je vous souhaite une bonne lecture de votre revue.

CLAUDE DELBEUCK,
DIRECTEUR GÉNÉRAL



S O M M A I R E

Apaq-W

Le pays du Blanc-Bleu, c'est chez vous p 2

Actualités-recherche

FCO / BTV

La langue bleue p 4

Publications

Un concept – Une collection

AGRINATURE p 15

L'accès du bétail aux cours d'eau p 35

Venir à bout des indésirables rumex, chardons et orties dans les prairies permanentes p 35

Dossier

Conjoints et conjoints aidants

Etre cotitulaires p 16

Gestion

Les APL, indicateurs de la gestion de l'azote p 26

Recherche

Le bioraffinage un ballon d'oxygène pour notre agriculture p 28

Secteur végétal

La culture du chanvre : une réalité qui s'affirme p 30

Encadrement

Allier sécurité de l'éleveur et bien-être animal p 32

Diversification

A la découverte des vertus du lait d'ânesse p 33

Brèves du livre p 34



FCO / BTV

La langue

La FCO, pourquoi et comment ?

Expansion de la maladie et réchauffement climatique : 10 années d'accélération soutenue de la dispersion du virus en Europe

Union européenne. Avant 1998

Avant 1998, la FCO était considérée comme une maladie exotique en Europe puisque seulement des incursions sporadiques y étaient décrites (par exemple, l'incursion en Espagne et au Portugal de 1956 à 1960).

Union européenne. De 1998 à 2005

Entre 1998 et 2005, au moins six souches provenant de cinq sérotypes différents du virus de la FCO (*Bluetongue virus*, BTV) (BTV-1, BTV-2, BTV-4, BTV-9 et BTV-16) étaient présentes en permanence dans différents pays du bassin méditerranéen incluant des Etats membres de l'Union européenne (voir tableau et figure 1 page suivante).

Cette émergence de la FCO dans cette partie de l'Europe qui n'avait jamais été affectée au préalable a été attribuée essentiellement au changement climatique (voir figure 2) et a été liée à la fois à l'expansion mondiale du principal et plus ancien vecteur, le *Culicoides imicola* (Kieffer), dont l'origine est africano-asiatique, et à la participation, pour la première fois, d'espèces de vecteurs indigènes de *Culicoides* appartenant aux complexes *Obsoletus* et *Pulicaris*.

Dans le bassin méditerranéen, deux systèmes épidémiologiques coexistent. Le premier est localisé dans la partie est du bassin où les sérotypes 1, 4, 9 et 16 ont été identifiés. Dans ce système, les souches de BTV proviennent du proche, moyen ou lointain-Orient. Les vecteurs impliqués incluent *C. imicola* mais également d'autres espèces de *Culicoides*. Ceci a d'abord été déduit parce que la maladie a envahi des zones où *C. imicola* n'était pas présent (les Balkans et au-delà). L'apparition de nouveaux vecteurs a été confirmée par la suite lorsque le virus en cause a été isolé d'un pool de deux espèces, *C. obsoletus* (Meigen) et *C. scoticus* (Downes and Kettle), collectées dans le centre de l'Italie, et également de *C. pulicaris* (Linnaeus) en Sicile.

Le second système épidémiologique concerne la partie ouest du bassin méditerranéen où les sérotypes BTV-1, BTV-2, BTV-4 et BTV-16 ont été identifiés et où le principal vecteur est *C. imicola*.

La fièvre catarrhale ovine (FCO) ou maladie de la langue bleue est causée par un virus à ARN segmenté du genre *Orbivirus* appartenant à la famille des *Reoviridae*. Il existe dans le monde vingt-quatre sérotypes connus de ce virus. En Belgique, la FCO est une maladie à déclaration obligatoire. Elle figure également sur la liste des 93 maladies à déclarer à l'*Organisation mondiale de la santé animale (Office international des Epizooties, OIE)* en raison du fait qu'elle induit de lourdes pertes socio-économiques et perturbe considérablement le commerce international d'animaux et de produits d'origine animale.

En plus du sang, d'autres matériaux biologiques tels que la semence et les embryons peuvent être considérés à risque en ce qui concerne la dispersion du virus de la FCO. Cependant, lorsque les embryons sont manipulés correctement entre la collecte et la transplantation comme indiqué dans le *Manuel de la Société internationale de transfert d'embryons (IETS; <http://www.iets.org/>)*, ce risque de transmission est négligeable.

En outre, un animal infecté peut excréter le virus de la FCO dans son sperme, mais ce, de manière limitée, uniquement durant la période de virémie. Lors d'importation de semence ou d'embryons/ovules de ruminants provenant de régions suspectées d'être infectées, les donneurs/donneuses doivent, soit être mis en quarantaine et protégés des vecteurs potentiels pour une période d'au moins 60 jours avant la collecte, soit être testés selon le protocole spécifié dans le *Code zoosanitaire des animaux terrestres* de l'OIE.

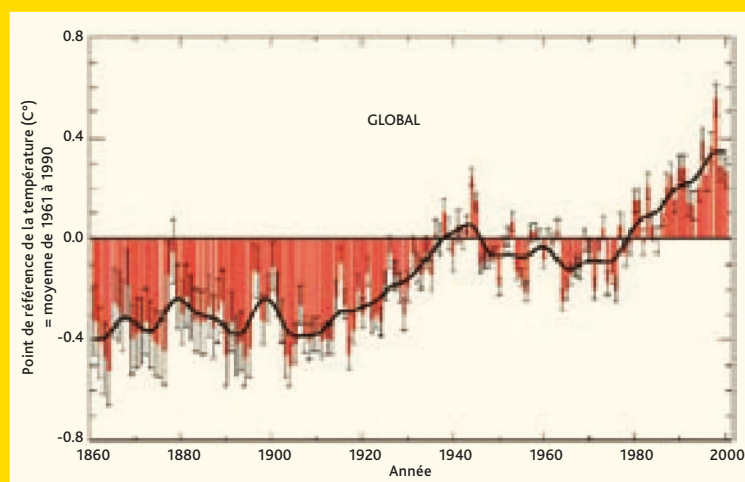
Pays	Année du premier foyer	Sérotype(s) viral (BTV)	Principaux vecteur(s) suspectés ou identifiés
Albanie	2002	9	<i>C. obsoletus</i> , <i>C. pulicaris</i>
Ancienne République de Yougoslavie et Macédoine	2001	9	ND
Bosnie – Herzégovine	2002	9	ND
Bulgarie	1999	9	<i>C. obsoletus</i> , <i>C. pulicaris</i>
Chypre	2003	16	<i>C. imicola</i> , <i>C. obsoletus</i> ,
Croatie	2001	9, 16	<i>C. obsoletus</i> , <i>C. scoticus</i>
Espagne	2000	2	<i>C. imicola</i> , <i>C. obsoletus</i> , <i>C. pulicaris</i>
France (Corse)	2000	2, 4, 16 *	<i>C. imicola</i> , <i>C. pulicaris</i> , <i>C. obsoletus</i>
Grèce	1998	1, 4, 9, 16	<i>C. imicola</i> , <i>C. obsoletus</i>
Italie	2000	1, 2, 4, 9, 16	<i>C. imicola</i> , <i>C. obsoletus</i> , <i>C. pulicaris</i>
Kosovo	2001	9	ND
Montenegro	2001	9	ND
Portugal	2004	2 #, 4	<i>C. imicola</i> , <i>C. obsoletus</i> , <i>C. pulicaris</i>
Serbie	2001	9	ND
Turquie	1998	4, 9, 16	<i>C. imicola</i> , <i>C. obsoletus</i> , <i>C. pulicaris</i>

Légende :
 * : Il s'agit d'une souche vaccinale insuffisamment atténuée
 # : Cette souche était indistinguishable de la souche vaccinale atténuée BTV-2 de Onderstepoort.
 ND : Non déterminé

Figure 1. Epidémiologie moléculaire de la FCO depuis 1998 : voies d'introduction des différents sérotypes et souches virales circulantes (Mertens & Mellor, IAH-Pirbright)



Figure 2. Climat du dernier siècle (Intergovernmental Panel on Climate Change, 2001)



Légende : Sur la période considérée, une augmentation de 0,6°C (± 0,2°C) est constatée. Les prévisions pour l'horizon 2100 font état d'une augmentation de la température de +1,4°C à +5,8°C.

Centre et nord de l'Europe après la mi-août 2006

La FCO a été identifiée la première fois au nord de l'Europe en août 2006 après une vague de chaleur et de fortes pluies. Elle peut être définie comme une maladie émergente dans cette zone. Entre le 17 août 2006, date de la première déclaration, et le premier février 2007, 2.122 cas de FCO ont été enregistrés dans le système de notification des maladies animales de la Commission européenne (*Animal Disease Notification System, ADNS*). Dans ce contexte, il a été montré que des espèces européennes indigènes de *Culicoides* peuvent être vectrices de l'épizootie de la FCO. Comme les moucheron du complexe *C. obsoletus* et *C. dewulfi* sont présents partout dans l'Europe centrale et du nord, c'est maintenant toute cette région qui doit être considérée à risque pour la FCO. Par ailleurs, notons également qu'un faible nombre de *Culicoides* a été retrouvé dans les étables en Belgique durant les hivers 2006-2007 (Losson et al., 2007) et 2007-2008 (Zimmer et al., 2008). Les conditions climatiques de ces hivers ont été particulièrement clémentes, laissant présager une recrudescence de la FCO.

L'attention doit être portée à présent sur le fait de savoir si le virus de la FCO est capable de survivre régulièrement entre deux saisons d'activité vectorielle¹ en Europe du nord et en Europe centrale et ainsi devenir endémique. La recrudescence de la FCO (BTV-8) en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, dans le Nord de la France et dans le Grand-Duché de Luxembourg en 2007 ainsi que son extension continue à d'autres pays (Danemark, République tchèque, Suisse, Italie,...) et son incursion au Royaume-Uni suggèrent que cela peut être le cas. A la différence du sud où les populations vectrices de *C. imicola* culminent à la fin de l'été et en automne (moments où le nombre de cas de FCO est à l'apogée), les populations de vecteurs indigènes culminent plus tôt dans l'année, ce qui devrait modifier l'occurrence temporelle des cas de FCO (BTV-8) (v. figure 3).

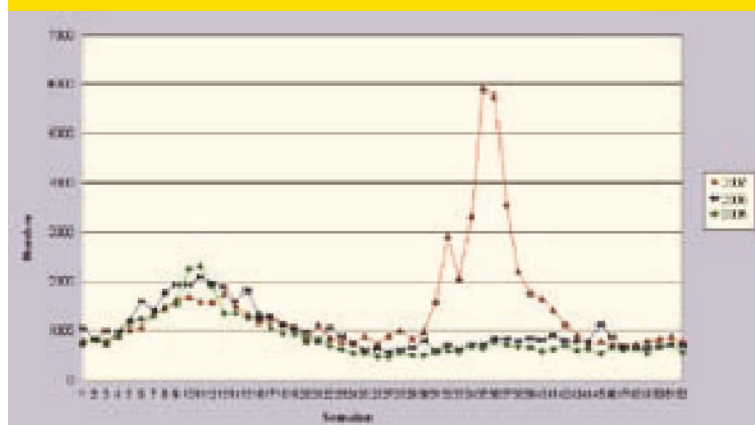
L'augmentation du taux de morbidité (pourcentage d'animaux malades par rapport aux animaux présents dans les troupeaux affectés) et du taux de mortalité (pourcentage d'animaux morts par rapport aux animaux présents dans les troupeaux affectés) constatée en 2007 par rapport à 2006 laisse supposer que la sévérité clinique de la FCO a été plus importante en 2007, celle-ci étant corroborée par l'augmentation drastique des enlèvements des cadavres de petits ruminants dans les exploitations par les services du clos d'équarrissage (v. figure 4). Toutefois, ces observations pourraient être expliquées, en tout ou en partie, par une augmentation de l'activité vectorielle sans nécessairement être en présence d'une souche virale plus pathogène.

Figure 3. Zones de restriction dues à la FCO (situation au 26.5.08)



L'inexorable extension radiale de la FCO pose deux risques majeurs. Il y a un risque de rencontre du sérotype 8 avec d'autres, notamment avec ceux identifiés dans le bassin méditerranéen (sérotypes 1, 2, 4, 9 et 16). La coexistence de nouveaux sérotypes pourrait considérablement augmenter la probabilité de réassortiment entre segments génomiques des différentes souches virales. Ces réassortiments peuvent être accompagnés d'une modification de la virulence. Par ailleurs, si le sérotype 8 descend vers le sud de l'Europe, il pourrait rencontrer le vecteur *Culicoides imicola*. Or ce vecteur a une activité vectorielle plus intense et il est actif plus longtemps. Le virus pourrait donc se transmettre pendant une période de l'année beaucoup plus importante. La vaccination massive apparaît comme la seule stratégie efficace pour combattre la FCO dans les zones d'enzootie en Europe.

Figure 4. Evolution des relevés hebdomadaires des enlèvements du clos d'équarrissage de petits ruminants (Source : AFSCA)



L'évolution de base (ligne verte) est celle de l'année 2005 : l'évolution de l'année 2006 montre une petite augmentation des enlèvements à la semaine 45 (correspondant au pic de foyers) et l'évolution de l'année 2007 montre une nette augmentation des enlèvements à partir de la semaine 29 correspondant au début du pic des foyers (arrivé plutôt dans l'année comparativement à 2006).

¹ La persistance du virus d'une saison d'activité vectorielle à la suivante (durant la période d'inactivité vectorielle) est communément appelée phénomène d'*overwintering*. Plusieurs hypothèses ont été suggérées : (i) la persistance du virus dans des vecteurs adultes qui survivent à l'hiver ; (ii) la persistance du virus aux différents stades du vecteur par transmission trans-ovariante et (iii) la persistance du virus chez des animaux hôtes virémiques ou non virémiques. Le passage transplacentaire peut également jouer un rôle.

Des moucheron omniprésents en Europe

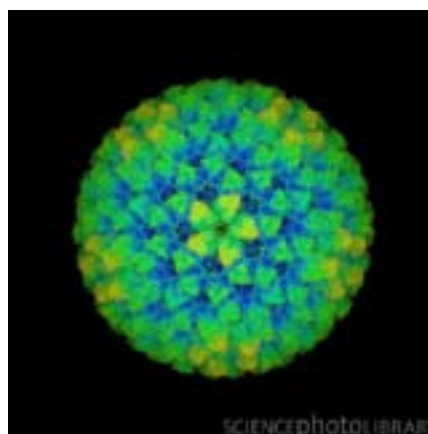
Le risque d'infection de FCO est étroitement lié à la présence d'adultes des espèces vectrices de *Culicoides*. Jusqu'à récemment, *C. imicola* avait été identifié comme le seul vecteur important de la FCO en Europe du sud, mais il est maintenant reconnu que plusieurs nouvelles espèces vectrices jouent également un rôle et d'autres restent à découvrir dans le futur. Dans cette optique, la compétence vectorielle d'une espèce d'insecte et la capacité vectorielle d'une population d'insectes sont des concepts importants.

Introduction, migration et amplification du virus

Le transfert du virus de la FCO d'une région dans une autre peut se réaliser par quatre voies différentes : par des mouvements d'animaux (ruminants domestiques ou sauvages) ou le transport de produits animaux (semences, embryons), par des *Culicoides* vecteurs infectés transportés par des moyens vivants (plantes, animaux) ou inanimés (avions, bateaux), par un vol actif de *Culicoides* vecteurs infectés (propagation locale), ou encore par un vol passif de *Culicoides* vecteurs infectés via le vent (dissémination à longue distance).

Le nombre et la distribution des hôtes sensibles, la durée et le titre de la virémie dans les hôtes, la capacité vectorielle d'une population locale d'insectes et la température ambiante déterminent si

le virus s'établira dans une nouvelle région. Par essence, l'établissement dépend de la présence d'un nombre suffisant de *Culicoides* vecteurs, infectés par des repas de sang provenant d'hôtes virémiques, survivant suffisamment longtemps pour permettre l'achèvement de la période intrinsèque d'incubation (4 à 20 jours en fonction de la température ambiante) et la transmission du virus par piqûre à de nouveaux hôtes.



Particule du virus de maladie de la langue bleue. Ici, une modélisation de la structure cristalline du noyau du virus obtenue par diffraction au synchrotron.

Photo : Science Photo Library

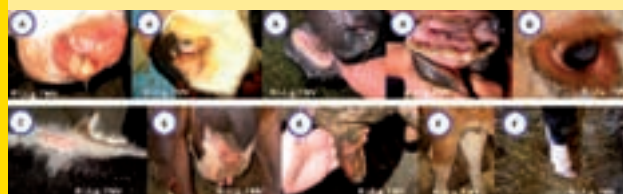
Le virus, ses hôtes et ses proies

La plupart du temps, le virus de la FCO est transmis entre des hôtes ruminants exclusivement par des piqûres de moucheron appartenant aux espèces vectrices de *Culicoides*. Par conséquent, la distribution globale de la FCO est réduite aux régions où ces espèces vectrices de *Culicoides* sont présentes et la période de transmission virale est limitée à la période d'activité des vecteurs adultes. En fonction de l'espèce, l'activité vectorielle des adultes débute généralement au printemps. Cette activité est positivement corrélée avec la température. Elle atteint un maximum entre 28 et 30°C, décroît lorsque la température diminue et, pour *C. imicola*, est probablement inexistante en dessous de 10°C. Cet aspect est davantage détaillé dans l'article suivant sur le monitoring des *Culicoides*.

Le virus de la FCO peut infecter un large spectre de ruminants domestiques et sauvages. Toutefois, des signes cliniques sérieux ont seulement été observés chez certaines races de moutons (races améliorées) et un faible nombre de cervidés. Les bovins et les chèvres souffrent habituellement d'infections sub-cliniques et peuvent servir de réservoirs

viraux insidieux pour les moutons. Toutefois le virus de la FCO (BTV-8) a récemment démontré son potentiel morbide chez les bovins en Belgique [Encadré 1]. Les pertes directes et indirectes dues à cette maladie sont précisées plus loin.

Encadré 1. Signes cliniques les plus fréquents [A à F], le plus persistant [A] et le plus tardif [C] chez les bovins
(Source : librairie d'images de l'ULg)



Légende : [A] lésions sur le mufle et dans la cavité buccale (ulcérations/croûtes) ; [B] conjonctivite, larmoiement, dermatite, péri-oculaire ; [C] lésions cutanées dorsales similaires à celles de photosensibilisation ; [D] diminution de la production laitière et amaigrissement transitoire ; [E] lésions cutanées ulcéreuses et nécrotiques au niveau du pis et des trayons ; [F] gonflements du bas des membres et boiteries.

La période extrinsèque d'incubation est l'intervalle entre le moment d'infection d'un vecteur et le moment auquel celui-ci devient capable de transmettre le virus de la FCO à un nouvel hôte. Ces conditions pour l'établissement de la FCO ont clairement été remplies en Europe du sud où le BTV-8 a bien survécu dans beaucoup d'endroits depuis la fin des années '90. La recrudescence généralisée des infections à BTV-8 en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en France et la contamination de nouveaux pays (Royaume-Uni, Suisse, République Tchèque, Italie, ...) suggèrent que, au moment des changements

climatiques, les conditions pour l'établissement du virus de la FCO peuvent maintenant aussi être remplies dans beaucoup de pays de l'Europe du nord. Les autorités vétérinaires et législatives à travers l'Europe du nord devront bien tenir compte de ce fait. Une information plus détaillée concernant l'épidémiologie de la FCO en Europe peut être trouvée dans un article de perspective paru dans la revue *Emerging infectious diseases* éditée par les *Centers for Disease Control and Prevention d'Atlanta* (Etats-Unis) et disponible à l'adresse <http://www.cdc.gov/eid/content/14/4/539.htm>.

La vaccination, un moyen de lutte efficace

Dans les régions où la FCO sévit à l'état enzootique, le contrôle des vecteurs est habituellement considéré comme illusoire (réduction transitoire de leur nombre) et le seul moyen pour contrôler les foyers cliniques de FCO est la vaccination des espèces sensibles et la limitation du contact entre les espèces sensibles et les insectes vecteurs.

En ce qui concerne la vaccination, les vaccins atténués ont été utilisés depuis plusieurs années, les vaccins inactivés plus récemment et les vaccins recombinants sont toujours en développement. L'utilisation de vaccins atténués comporte des avantages mais également des inconvénients [v. tableau II]. Actuellement, on leur préfère l'utilisation de vaccins inactivés.

Un vaccin inactivé contre le BTV-8 est actuellement commercialisé par différentes firmes.

Concernant les objectifs de la vaccination, deux options doivent être envisagées : soit l'éradication de la FCO à sérotype 8 en Europe, soit une limitation de la maladie en termes d'étendue géographique, d'incidence et/ou d'impact économique. La première option nécessite une vaccination obligatoire, destinée à l'ensemble des animaux des espèces réceptives. Cette option est tributaire d'un approvisionnement suffisant en vaccins.

La Belgique a opté pour une vaccination obligatoire pour les ovins et les bovins (sauf les veaux d'engraissement) et facultative, mais fortement encouragée, pour les caprins, les cervidés et les veaux d'engraissement. Chez les bovins, les jeunes animaux seront vaccinés en priorité [v. tableau III]. Des expériences italiennes indiquent qu'il faut au moins vacciner 80 % de la population d'animaux sensibles pour obtenir un effet sur la diminution de la circulation virale.

Tableau II. Avantages et inconvénients des vaccins atténués

Avantages	Inconvénients
Réponse à une politique d'abattage peu populaire	Risques de : <ul style="list-style-type: none"> ■ apparition de signes cliniques de la maladie ■ réversion vers la virulence ■ réassortiment entre segments génomiques provenant du vaccin et du virus sauvage ■ malformations fœtales ■ introduction de sérotypes exotiques ■ protection inappropriée
Diminution : <ul style="list-style-type: none"> ■ de l'intensité et de la durée de virémie ■ des pertes économiques directes ■ des pertes économiques indirectes 	Coûts du programme de vaccination

Tableau III. Programmation de la livraison des vaccins contre la FCO en Belgique

Périodes de livraisons 2008	Doses commandées pour les ovins, caprins et cervidés	Doses commandées pour les bovins	
1 ^{ère} quinzaine de mai 2008	600.000 doses (Merial)	—	—
2 ^e quinzaine de mai 2008	—	1.500.000 doses (Fort Dodge)	—
2 ^e quinzaine de juin 2008	—	900.000 doses (Fort Dodge)	200.000 doses (Merial)
2 ^e quinzaine de juillet 2008	—	—	1.000.000 doses (Merial)

Source : AFSCA

Une bonne information est indispensable

Lors de l'émergence et du maintien d'une maladie animale, une bonne information concernant tous les aspects liés à la maladie est primordiale. A titre d'exemple, on peut citer quelques manifestations, soutenues par la Région wallonne, qui ont eu pour objectifs de diffuser cette information [v. tableau IV].

Ces réunions d'information doivent être adaptées au public cible et concerner tous les acteurs des filières impliquées. Par exemple, la réunion qui s'est tenue à Froidchapelle (voir encadré) avait pour objectifs d'apporter aux éleveurs des informations sur l'évolution de la FCO qui touche de nombreuses exploitations en Région wallonne, de dresser un état des lieux de la situation, d'évaluer les perspectives en matière de FCO et d'évoquer les aspects économiques et leurs conséquences au niveau de la rentabilité de l'exploitation. Ces réunions d'information et de sensibilisation ont un impact positif sur l'épidémiosurveillance en facilitant la compréhension de la maladie.

Tableau IV. Maintenir une bonne information est indispensable. Quelques exemples de réunions d'information concernant la FCO qui ont été soutenues par la Région wallonne

Date (Lieu)	Thème	Organisateur
4-9-06 8-9-06	La fièvre catarrhale ovine	Formavet
19-9-07 (Namur)	Epidémiologie de la fièvre catarrhale ovine en Belgique.	FUNDP – FICOW
19-1-08 (Namur)	La brutalité de l'extension et de la gravité de la FCO reposent-elles sur des causes connues ou prévisibles ? Quelle évolution pour 2008 ?	UPV
18-12-07 (Ciney)	Fièvre catarrhale ovine : bilan épidémiologique, clinique et enquête.	AWE
4-3-08 (Froidchapelle)	La fièvre catarrhale dite maladie de la langue bleue	Comices agricoles
16-5-08 (Liège)	Evaluation épidémiologique des pertes socio-économiques liées aux maladies animales.	AESA - ULg

Les modifications d'hôte préférentiel et les modifications de forme clinique de la FCO en Europe du nord ont soulevé d'importantes questions concernant la pathogénie, l'image clinique, la dynamique d'infection au sein des troupeaux affectés (émergence, résurgence et diffusion) et le développement d'un système efficace de détection précoce des maladies vectorielles émergentes. Par ailleurs, en raison de la proximité de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège par rapport à l'épicentre de

l'émergence de la FCO en Europe du nord, un suivi clinique transversal et longitudinal de troupeaux de ruminants domestiques, affectés par la FCO, a été réalisé par une équipe multidisciplinaire. Ce suivi reposait sur l'utilisation d'une fiche clinique standardisée complétée par la prise d'un grand nombre de photographies.

Les observations cliniques dans l'espèce bovine ont été, jusqu'à ce jour, assez rares. Dès lors, la rédaction d'une brochure scientifique ayant pour objectif la description de l'épisode de FCO chez les ruminants domestiques est d'une grande utilité pour les médecins vétérinaires et les professionnels de la santé dans le cadre de la détection précoce de la FCO et plus globalement des maladies émergentes. En l'absence de détection clinique précoce, l'émergence d'une maladie peut, en effet, passer inaperçue jusqu'au moment où la multiplication et la transmission de l'agent pathogène en cause sont telles qu'elle ne peut plus passer inaperçue rendant, de la sorte, sa maîtrise beaucoup plus difficile.

Le partage d'expérience entre l'Université de Liège et le département des Publications de l'*Organisation mondiale de la Santé animale* (Office international des Epizooties, OIE) a abouti à la copublication d'une brochure scientifique concernant la FCO en Europe du nord. Elle est aussi le résultat d'une collaboration interuniversitaire et interinstitutionnelle. Elle permettra de sensibiliser les médecins vétérinaires et les professionnels de la santé à travers le monde tout en améliorant la détection précoce de la fièvre catarrhale ovine et plus globalement des maladies émergentes. Cette brochure scientifique, largement illustrée de photographies, est actuellement disponible en anglais, en français et en espagnol. Des informations détaillées sont disponibles sur le site de l'OIE (voir cadre ci-dessous).

Brochure scientifique destinée aux médecins vétérinaires et aux professionnels de la santé animale
(adresse URL : http://www.oie.int/fr/publicat/ouvrages/F_Bluetongue.htm)

Contenu

1. Introduction générale
2. Virologie, pathogénie et biologie du vecteur
3. Epidémiologie
4. Moyens de contrôle et de prévention
5. Rôle de l'Office international des Epizooties
6. Aspects cliniques chez les ruminants
7. Diagnostic différentiel
8. Examens de laboratoire
9. Conclusion
10. Formulaire clinique standardisé multi-espèces



Panorama général de la recherche en Belgique

Les travaux de recherche conduits en Belgique ont été présentés lors de la table ronde *Recherche FCO : résultats et perspectives à court terme* qui s'est tenue lors de l'assemblée générale de la *Fédération nationale des Groupements de défense sanitaire* (FNDGS), le 10 avril à Paris. Un investissement accru pour soutenir les efforts de recherche concernant les maladies infectieuses et parasitaires émergentes est nécessaire.

La Région wallonne s'investit

Les aspects socio-économiques liés aux maladies animales sont de plus en plus pris en compte. En témoignent les travaux récents de l'*Organisation de Coopération et de Développement économiques* (OCDE) qui vient d'adopter un projet de document intitulé *Incidences des flambées épidémiologiques et de nouvelles pratiques de lutte sur les marchés et les échanges agricoles*. Ce projet de document de référence et sa revue bibliographique constituent la première partie des travaux programmés de l'OCDE.

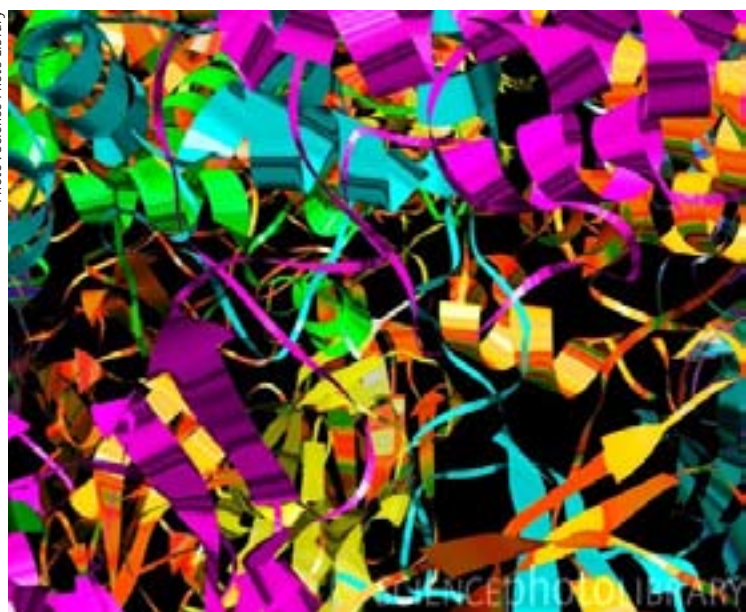
Dans la même optique, la DGA soutient un projet de recherche qui vise à quantifier les pertes économiques directes et indirectes subies par les éleveurs dans le cadre de la FCO en Région wallonne et à réaliser une étude coûts-bénéfices d'une stratégie de vaccination.

En effet, la fièvre catarrhale ovine induit des pertes socio-économiques très importantes pour le secteur agricole et perturbe notamment le commerce national et international d'animaux et de produits d'origine animale. Ces pertes sont non seulement directes (mortalités, avortements, retard de croissance, dépréciation des carcasses, diminution de la qualité de la laine, chute de production de lait, diminution de la production de viande), mais aussi indirectes (vaccination, traitement, contrôle des vecteurs, restriction des mouvements d'animaux et de produits animaux). Le projet de recherche en question vise à développer une méthodologie d'évaluation des pertes économiques directes et indirectes liées à la FCO, à estimer quantitativement ces pertes chez les bovins, les ovins et les caprins et à évaluer les coûts-bénéfices d'une éventuelle vaccination contre cette maladie.

En particulier, l'estimation des pertes sera réalisée, d'une part, par l'application d'enquêtes épidémiologiques transversales à destination des éleveurs et des vétérinaires et, d'autre part, par l'identification et la mise en relation de différentes bases de données disponibles.

L'estimation quantitative des pertes socio-économiques consistera en la synthèse et l'analyse de l'ensemble des informations rassemblées pour les bovins, les ovins et les caprins. Elle devra aboutir

Photo : Science Photo Library



Structure moléculaire de la paroi protéique entourant la génome du virus de la maladie de la langue bleue.

au développement d'un modèle déterministe et probabiliste à l'aide d'approches et de logiciels appropriés. En ce qui concerne l'analyse des coûts-bénéfices d'une éventuelle vaccination contre la FCO, elle tiendra compte des enseignements récoltés lors de la première phase des travaux, des informations relatives aux vaccins mêmes (types, prix, stratégie de vaccination, etc.), de la législation en la matière, des données épidémiologiques récentes et des résultats d'une évaluation de risque concernant la probabilité de réapparition de la FCO.

Deux scénarios seront envisagés : soit l'éradication de la FCO à sérotype 8 en Europe, soit une limitation de la maladie en termes d'étendue géographique, d'incidence et/ou d'impact économique. *In fine*, la construction d'un arbre de décision sera proposée.

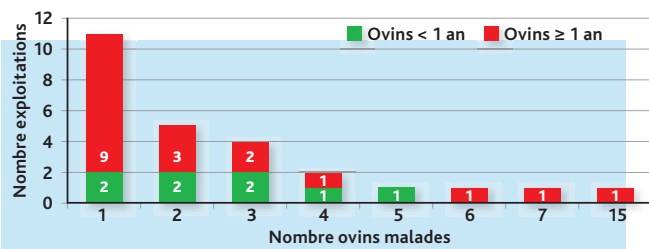
Les travaux sont réalisés en étroite collaboration entre, d'une part, l'Unité de Recherche en épidémiologie et analyse de risques appliquées aux sciences vétérinaires (section 1) sous la direction de M. Cl. Saegerman, Chargé de cours, et, d'autre part, le Département d'Economie politique et Economie de la santé de la HEC – Ecole de Gestion de l'Université de Liège (section 2) sous la direction de Mme F. Fecher-Bourgeois, Professeur. Les autres promoteurs impliqués dans le projet sont Mme N. Kirschvink, Chargée de cours (FUNDP), M. E. Haubruge, Professeur (FUSAGx) et Mme B. Duquesne, Chargée de recherche (FUSAGx).

De premiers chiffres

Des résultats préliminaires de cette étude ont été présentés dans un article du numéro 22 de la *Filière Ovine et Caprine*, intitulé *Questionnaire d'enquête visant à évaluer l'impact zootechnique de la fièvre catarrhale ovine*. Ces résultats sont le fruit d'une collaboration entre l'ULg, les FUNDP et la FICOW. Un taux de participation de 18 % des sondés a été enregistré, ce qui est conforme au taux attendu. A titre d'exemples, trois résultats concrets issus de cette enquête sont présentés ci-contre (figures 5 – 6 – 7).

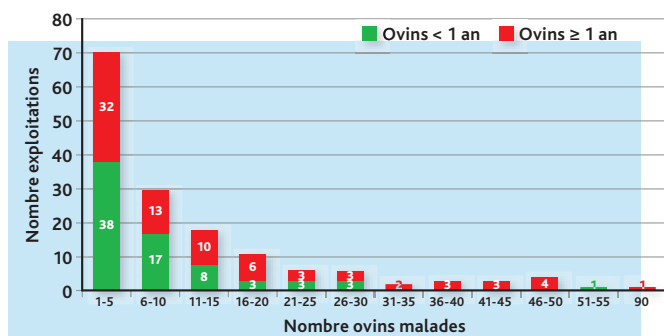
Enquête sur l'impact zootechnique de la fièvre catarrhale ovine

Figure 5. Nombre d'ovins malades de FCO par exploitation en 2006



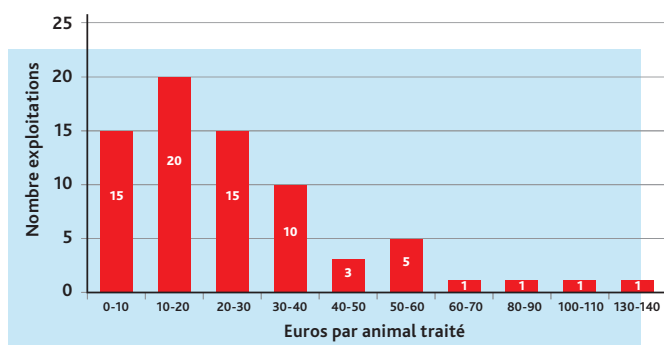
En général, le nombre d'animaux malades de FCO a été faible en 2006 : souvent un seul mouton, rarement plus de trois atteints. Les jeunes de l'année ont été moins souvent atteints que les adultes. La mortalité a été relativement faible en 2006 puisque dans 16 des 23 exploitations concernées un seul mouton est mort, la perte maximale a été de 5 animaux.

Figure 6. Nombre d'ovins malades de FCO par exploitation en 2007



Le nombre d'animaux atteints a été fort variable : le plus souvent 1 à 5 moutons mais jusque 90 dans le même élevage. Contrairement à ce qui a été observé en 2006, les jeunes de moins d'un an ont été quasiment aussi souvent touchés que les moutons plus âgés. Le nombre d'animaux morts a également été fort différent selon les troupeaux. Souvent situé entre 1 et 5 moutons, il a atteint un maximum de 63. Ici aussi, les deux catégories d'âge ont été concernées (+/- à part égale). L'exacerbation de la FCO en 2007 est manifeste.

Figure 7. Coût en euros par ovain traité en raison de la FCO



Globalement, le nombre d'animaux traités a varié de 1 à 200 avec une moyenne de 30 par élevage. Le coût par animal a varié de 2 à 135 € avec une moyenne de 26 € et une médiane de 20 €, ce qui est considérable.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Les maladies animales émergentes ont pris une importance particulière ces dernières années (*influenza* aviaire, FCO, fièvre du Nil occidental, fièvre de la vallée du Rift, formes atypiques des encéphalopathies spongiformes transmissibles, peste porcine africaine, besnoitiose bovine, parafilariose bovine, piroplasmose bovine, anaplasmose, leptospirose,...). Certaines de ces maladies peuvent avoir un berceau tropical d'où elles menacent ou atteignent les pays occidentaux (aire de la globalisation).

Les maladies émergentes représentent des défis sanitaires mais également économiques, sociaux, financiers, internationaux, biologiques, partenariaux et médiatiques sans précédent (Camus et Lancelot, 2007).

Elles constituent aussi des opportunités pour améliorer la nécessaire solidarité entre les pays du nord et les pays du sud, renforcer la présence des services vétérinaires, développer de nouveaux thèmes et disciplines de recherche, revoir l'enseignement en infectiologie et épidémiologie et créer de nouveaux moyens de diffusion des informations.

Les savoir-faire vétérinaire et agronomique en Région wallonne constituent des ressources et des atouts nécessaires pour relever ces défis.

CLAUDE SAEGERMAN

CHARGÉ DE COURS À LA FACULTÉ DE MÉDECINE VÉTÉRINAIRE, ULG

Plus d'informations

ULg – Faculté de Médecine vétérinaire
Unité de Recherche en épidémiologie et analyse de risques appliquées aux Sciences vétérinaires
Pr C. Saegerman

20, boulevard de Colonster – B42

4000 Liège (Sart-Tilman)

T. : 04/366.45.79 – @ : claudesaegerman@ulg.ac.be

HEC – Ecole de Gestion de l'ULg

Département d'Economie politique et

Economie de la santé

Pr. F. Fecher-Bourgeois

7, Boulevard du Rectorat - B31

4000 Liège (Sart-Tilman)

T. : 04/366.30.69 – @ : ffecher@ulg.ac.be

Division de la Recherche, du

Développement et de la Qualité, DGA

Direction de la Recherche

Ewald Teller, Conseiller scientifique, et

Michel Dufrasne, Directeur ff.

Ilot Saint-Luc

14, chaussée de Louvain – 5000 Namur

T. : 081/64.95.96 – @ : e.teller@mrw.wallonie.be



Des actions ont rapidement démarré et des partenariats se sont mis en place pour un contrôle et une investigation soutenues sur les populations de moustiques rencontrées en Belgique.

Dans un contexte de crise

La *fièvre catarrhale ovine* (FCO) ou *maladie de la langue bleue* est une arbovirose transmise entre hôtes ruminants par les piqûres de nutrition de mouches hématophages appartenant au genre *Culicoides* (Diptères, Ceratopogonidae). A ce jour, 1.304 espèces de *Culicoides* sont connues dans le monde (A. Borkent, comm. pers.), parmi lesquelles une trentaine seulement sont susceptibles de transmettre le virus. La nécessité d'accroître les connaissances existantes sur ce groupe de Diptères et de mettre en exergue les vecteurs potentiels de cette maladie en Belgique a suscité la mise en œuvre d'une surveillance entomologique à l'échelle du pays pour une gestion optimale de la crise.

Faux moustiques

Les larves des *Culicoides* vivent dans les substrats humides riches en matières azotées. Les femelles adultes des espèces hématophages se nourrissent du sang d'animaux divers (mammifères, oiseaux, batraciens), tandis que les mâles s'alimentent de jus organiques (nectar de fleurs, lisier, excréments). Petites mouches piqueuses ne dépassant pas 3 à 4 mm de long, elles ont une activité surtout crépusculaire à nocturne, fortement liée aux conditions climatiques de température, de vent et d'humidité. Ce ne sont toutefois pas de vrais moustiques.

Agir en partenariat

Dès août 2006, différentes équipes de recherche belges se sont organisées pour assurer le *monitoring* des *Culicoides* sur tout le territoire, avec l'appui financier initial de l'EFSA et du SPF Santé publique, relayés par l'AFSCA, et avec les apports sur fonds propres des quatre institutions de recherche impliquées dans la surveillance entomologique que sont

- l'*Institut de Médecine tropicale d'Anvers*, IMTA, Santé animale (R. De Deken) ;
- la *Faculté de Médecine vétérinaire* de l'ULg, *Maladies infectieuses et parasitaires* (Pr B. Losson) ;

Les Culicoides, sous

- la *Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux*, *Entomologie fonctionnelle et évolutive* (Pr E. Haubruge) ;
- le *Centre wallon de Recherches agronomiques*, CRA-W, *Lutte biologique et Ressources phytogénétiques* (C. Fassotte).

Les objectifs de cette surveillance sont d'évaluer la présence et la distribution des espèces de *Culicoides* en Belgique et en particulier des vecteurs potentiels de la FCO. Elle vise aussi à mieux connaître la dynamique de population (son développement numérique) et à préciser la phénologie, c'est-à-dire les périodes d'activité de ces insectes, en relation avec les facteurs météorologiques. Elle permet aussi de rassembler une multitude de données écologiques.

Le réseau des fermes « sentinelles »

Pour assurer ce *monitoring*, les unités provinciales de contrôle (UPC) ont désigné vingt fermes « sentinelles » distribuées uniformément sur le territoire belge (huit en Flandre et douze en Wallonie). Dans chacune, un piège lumineux à UV, de type OVI, sert à échantillonner une fois par semaine les *Culicoides* évoluant dans le site. La gestion de ces pièges est répartie entre trois institutions (IMTA, ULg, FUSAGx).

Le CRA-W utilise depuis de nombreuses années deux pièges à suction fixes de type *Rothamsted* situés à Gembloux et à Libramont (*département Systèmes agricoles*) pour capturer à 12 mètres de haut les pucerons impliqués dans les avertissements pour la production de plants de pommes de terre. En août 2006, la découverte de *Culicoides* dans les échantillons collectés à Gembloux avant le déclenchement de la FCO, donnait à ces captures un caractère unique. Ces deux pièges et un OVI comparatif (*département Productions et Nutrition animales*) participent au *monitoring*. Chaque institution se charge de la collecte, du dénombrement et de l'identification des *Culicoides* des pièges dont elle a la charge et alimente la base de données commune aux quatre partenaires.

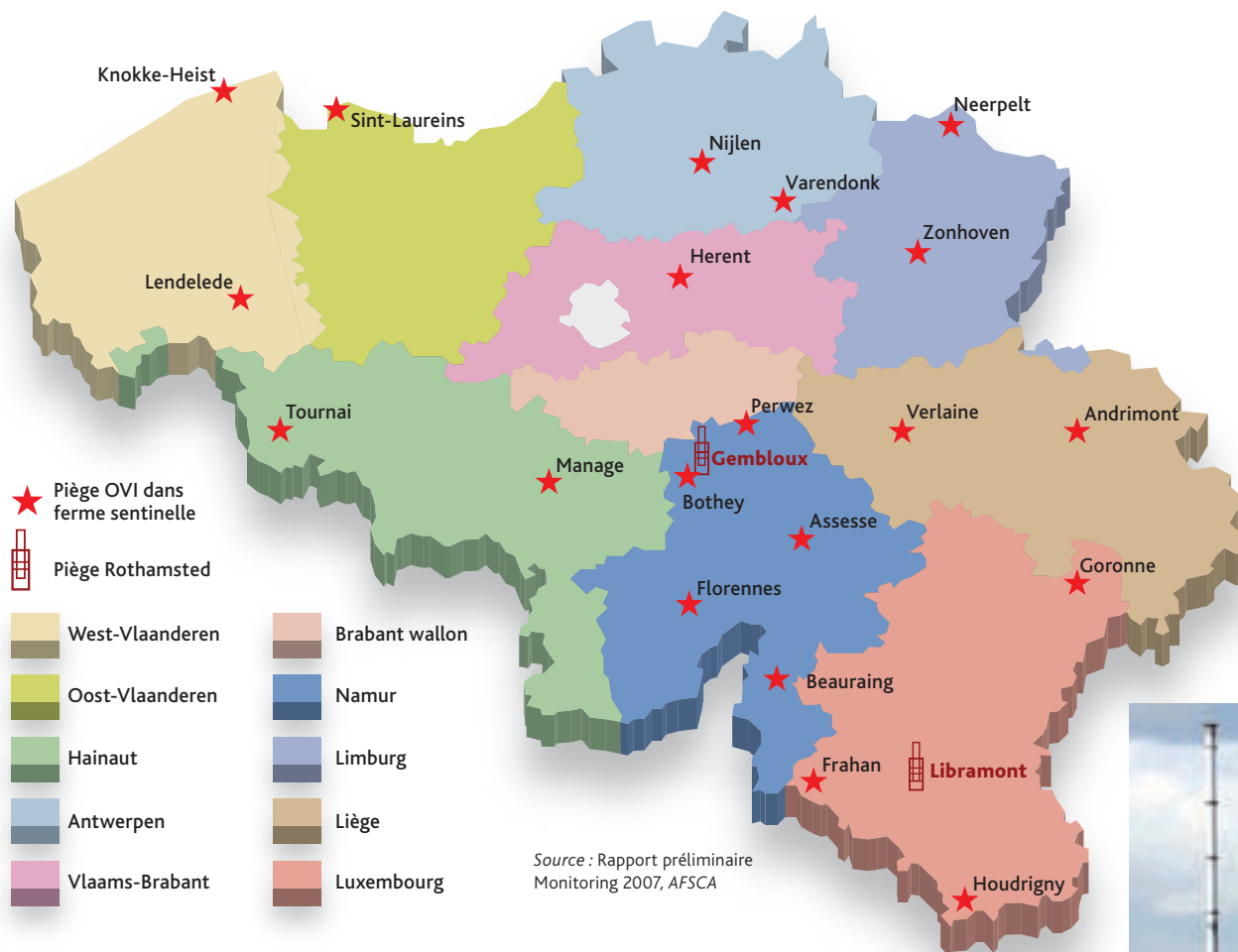


Piège lumineux de type OVI

Photos : CRA-W

haute surveillance

Localisation des pièges lumineux OVI et des pièges à suction RST



Données de routine

Plusieurs dizaines de milliers de *Culicoides* ont été capturés dont une partie a été identifiée. Depuis 2006, 41 espèces ont déjà été recensées, ce qui représente environ un tiers des taxons répertoriés en Europe (*Fauna Europaea*). Les espèces les plus abondantes, au nombre de six, appartiennent aux sous-genres *Avaritia* (pour quatre d'entre elles) et *Culicoides* (pour deux de ces espèces les plus représentées) qui comportent précisément les vecteurs probables de la maladie de la langue bleue.

Les espèces les plus précoces et les plus tardives font aussi partie intégrante du groupe des vecteurs, apparaissant dès les premiers beaux jours (mars-avril) et pouvant se montrer encore actifs à l'arrière-saison (octobre-novembre) si les conditions climatiques sont favorables. L'évolution temporelle des stades physiologiques des femelles

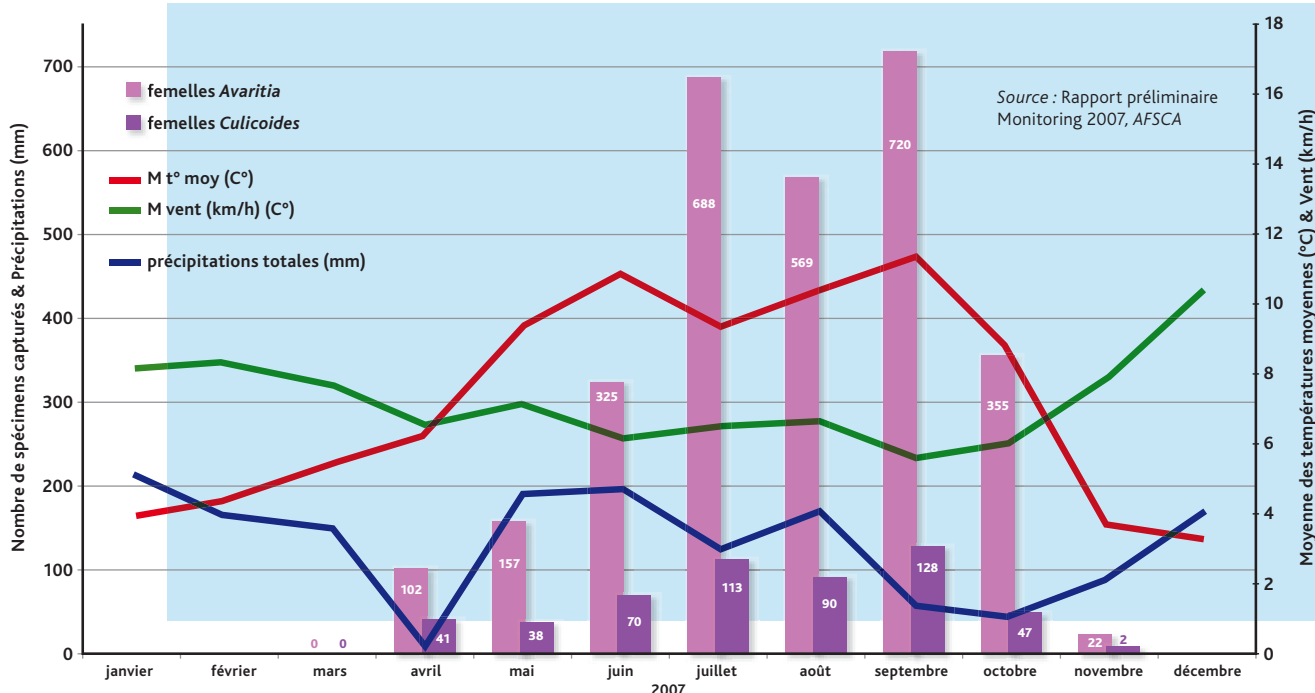
(dont les ponctions de sang) sert à l'AFSCA d'indicateur de début et de fin de période d'activité « officielle » des *Culicoides*. Les pièges à suction fournissent une image de la dispersion passive à longue distance qui est régie par le vent.





Captures de
Culicoides avant
identification

Activité des femelles des sous-genres *Avaritia* et *Culicoides* enregistrée en 2007
au piège à succion de Libramont en lien avec les données climatiques de Pameseb



Contributions complémentaires

Des recherches annexes contribuent à générer des données qui concernent les exigences bioclimatiques et écologiques des *Culicoides* en Belgique et qui seront utiles à l'application de mesures éventuelles pour le contrôle des populations de vecteurs.

- L'activité en période hivernale d'adultes d'espèces vectrices probables a été observée dans les étables (ULg, FUSAGx). Les captures erratiques réalisées tôt dans l'année démontrent que la **période indemne** de vecteurs peut être très courte lors d'hivers doux (IMTA, ULg, FUSAGx, CRA-W).
- La recherche des **gîtes larvaires** aux abords des exploitations agricoles a permis la mise en évidence des micro-habitats des principaux vecteurs (potentiels), à savoir les milieux anthropiques et liés à l'élevage (vieilles bouses en prairie, résidus d'ensilage de maïs) ou les milieux édaphiques semi-aquatiques (limon en bords de mare) (FUSAGx).
- La **présence prépondérante dans la ferme** et ses alentours immédiats des espèces vectrices -plutôt que dans les prairies pâturées- suggère de promouvoir, au niveau de l'exploitation agricole, l'élimination des déchets organiques qui constituent les milieux de reproduction privilégiés des vecteurs (FUSAGx).

Grâce à des financements divers, d'autres études programmées concernent :

- l'activité spécifique et le pouvoir infectieux des *Culicoides* sur le bétail (ULg, FUSAGx) ;
- l'efficacité de biocides ou de répulsifs autorisés sur le bétail (ULg, FUSAGx) ;
- l'efficacité d'insecticides agréés sur les larves (FUSAGx) ;
- l'émergence des vecteurs au départ des gîtes (CRA-W) ;
- la dispersion aérienne des *Culicoides* (CRA-W).

Grâce au *consortium* de partenaires et avec l'appui des bailleurs de fonds, la connaissance relative aux vecteurs potentiels de la FCO a progressé rapidement dans notre pays, permettant d'apporter des informations cruciales décisives au niveau national dans le contexte de crise actuel de la FCO.

CHRISTIANE FASSOTTE, CRA-W

Plus d'informations

Département Lutte biologique
et Ressources phytogénétiques – CRA-W
Laboratoire d'Entomologie
Christiane Fassotte, Attachée scientifique
2, chemin de Liroux – 5030 Gembloux
T. : 081 / 62.56.84 – @ : fassotte@cra.wallonie.be

Un concept – Une collection QUAND L'AGRICULTURE GÉNÈRE DE LA BIODIVERSITÉ À L'ÉTAT SAUVAGE

A l'échelle de la Région wallonne, les milieux ouverts et semi-ouverts correspondent aux champs, prairies, landes, pelouses, haies, bocages, lisières, ... et s'étendent sur un peu plus de la moitié du territoire. Au sein du réseau écologique, c'est parmi ces milieux que l'on rencontre les habitats les plus rares et les plus riches en espèces. Ils contribuent d'autant mieux à notre patrimoine nature qu'ils sont interconnectés et densément disposés sur l'ensemble du territoire.

L'activité agricole, suite aux pressions qu'elle exerce sur les paysages, les écosystèmes et les espèces vivantes est partie intégrante de la nature. Par la transformation du milieu naturel qu'elle a induit au cours des millénaires, elle a été le réceptacle d'une nature riche en flore et faune sauvage. Cependant, divers actes conduisent à l'altération, à la dégradation voire à la détérioration des milieux agricoles « initiaux » ; on peut retenir :

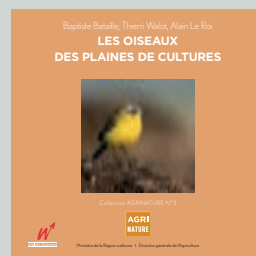
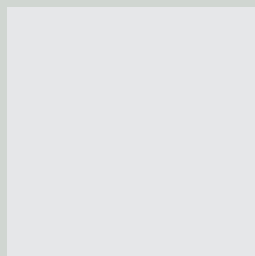
- l'urbanisation,
- l'abandon de l'activité agricole et son corollaire l'envahissement spontané par les ligneux,
- le boisement,
- l'intensification de pratiques agricoles et
- l'homogénéisation de pratiques agricoles.

A l'inverse, certaines pratiques agricoles permettent la restauration d'habitats dégradés, la conservation du patrimoine nature existant et le redéveloppement de la nature associée aux milieux ouverts et semi-ouverts : ces pratiques et leur riche résultat, c'est ça l'*agrinature*.

Un des défis actuels de la collectivité, en général, et des agriculteurs, en particulier, est celui de la cohabitation de deux activités :

- l'une de production (principalement de denrées alimentaires),
- l'autre de gestion d'une nature riche et diversifiée.

En effet, parmi les activités rurales, l'agriculture et l'agrinature sont deux forces qui cohabitent ou, du moins sont amenées à cohabiter :



- parfois au détriment de la nature : quand l'agriculture est intensive et homogénéisatrice,
- parfois de façon équilibrée, quand l'espace agricole permet l'accueil de la biodiversité ordinaire,
- parfois au profit de la nature : quand l'agriculture est extensive et que l'agrinature génère une mosaïque écologique riche et diversifiée.

Dans ce contexte, la nouvelle collection de publications gratuites de la direction générale de l'Agriculture baptisée *AGRINATURE* a vu le jour. Elle a été pensée comme un outil d'information, de sensibilisation et de vulgarisation des interactions entre l'agriculture et la nature à destination des agriculteurs. La mission de coordination de la collection est confiée à Nathalie Feremans et au Professeur Thierry Hance.

Sont parus :

- N°1 : Marie LEGAST, Pr Bernard BODSON et Pr Grégory MAHY, *Les messicoles – fleurs des moissons*,
- N°2 : Anne PHILIPPE, Serge ROUXHET, Pr Jean LAMBERT et Pierre LUXEN, *Les prairies traditionnelles d'Ardenne*,

A paraître :

- N° 13 : Baptiste BATAILLE, Alain LE ROI et Thierry WALOT, *Les oiseaux des plaines de cultures*.

A tous, une riche découverte d'*AGRINATURE*!

MARC THIRION, DIRECTION DE L'ESPACE RURAL

Contacts

UCL, Unité d'Ecologie et de Biogéographie
Nathalie Feremans –
Pr Thierry Hance
5/4, Croix du Sud
1348 Louvain-la-Neuve
T. : 010 / 47.24.50 – 010 / 47.34.93
@ : nathalie.feremans@uclouvain.be
hance@ecol.ucl.ac.be

Division de la Gestion de l'Espace rural, DGA
Direction de l'Espace rural
Marc Thirion
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.96.62
@ : Ma.Thirion@mrw.wallonie.be

Demande d'envoi des ouvrages de la collection *AGRINATURE*

Monsieur – Madame :

Agricultrice – agriculteur oui ☐ non ☐

Adresse :

T. : @ :

☐ souhaite recevoir le(s) numéro(s)

☐ souhaite s'abonner à la collection *Agrinature*

Bulletin à renvoyer :

Direction générale de l'Agriculture - Bibliothèque - 14, chée de Louvain – 5000 Namur

Conjoints et Etre cotitulaires



PRÉSENTÉ PAR EDOUARD CHARLIER
ET CHARLES LANGHENDRIES, DIRECTEUR
DIVISION DES AIDES À L'AGRICULTURE

Par leur participation active à la vie de l'exploitation, les conjoints aidants ont souvent contribué directement ou indirectement aux bases mêmes qui ont permis le calcul des droits attribués administrativement aux exploitants agricoles. Pensons aux quotas attribués dans le passé, tels que les quotas laitiers, quotas vaches allaitantes et, plus récemment, à l'avènement du découplage des primes à la production, sous forme de *droits au paiement unique* ou DPU.

De même, après leur attribution, les conjoints aidants, par leur activité sur l'exploitation, contribuent encore à la valorisation de ces droits.

Or, ces droits, qui donnent une plus-value à l'exploitation, ont souvent été identifiés au nom du seul époux, sans aucune référence au conjoint aidant. Depuis plusieurs années, les conjoints aidants revendiquaient une vraie reconnaissance de leur participation active dans l'exploitation et de leur statut. Ils recherchaient aussi une protection au niveau des droits précités.

Après un long cheminement, un décret a été adopté en 2007 afin de permettre aux conjoints aidants de devenir *titulaires des droits* au même titre que leurs conjoints à qui ces droits ont été *attribués administrativement*.

Les conjoints aidants peuvent ainsi devenir cotitulaires légaux des droits administratifs.

Introduction

Titulaires et cotitulaires

A propos de l'identification

Cotitulariser, avec quelles conséquences ?

- Seule l'appellation du titulaire change
- Les numéros d'enregistrement, d'exploitation et l'adresse restent inchangés
- Situation avant la cotitularisation
- Situation après la cotitularisation

Une opération neutre

Une opération irréversible

Qui est concerné ?

Comment devient-on cotitulaire ?

- Pour les personnes physiques déjà identifiées, avec conjoint aidant non encore identifié
- Pour les conjoints ou partenaires cohabitants légaux, aidants non encore identifiés
- Procédure de cotitularisation

Les effets de la cotitularité

Des points particuliers

- Droits au paiement unique
- Quotas (droits) et primes à la vache allaitante
- Quotas laitiers
- Déclaration de superficies
- Débiteurs / créanciers de la DGA
- Notification fiscale

Plus d'informations

Titulaires et cotitulaires

Sur l'initiative du Ministre régional de l'Agriculture et sur proposition du Gouvernement wallon, le Parlement wallon a adopté, le 15 février 2007, le décret relatif à l'identification des conjoints aidants en agriculture (*Moniteur belge* du 8 mars 2007). Il comprend six articles. Le premier rappelle ce qu'il faut entendre par activité agricole, unité de production, exploitation, producteur, exploitant agricole, **conjoint aidant**¹ et administration. Le deuxième précise que tout conjoint aidant, sur une exploitation gérée par une ou des personnes physiques, est réputé être un des exploitants agricoles de cette exploitation et par conséquent un des **gestionnaires de cette exploitation**. L'article 6 précise que le décret est en vigueur depuis le 18 mars 2007.

Les articles 3 à 5 portent, respectivement, sur la procédure d'identification du conjoint aidant, les effets de cette identification et les actes de gestion d'exploitation qui en découlent. C'est à cet aspect du décret que se consacre ce présent dossier. Selon le décret, lorsque l'administration prend connaissance de la présence d'un conjoint aidant avec statut d'aidant sur une exploitation gérée par une ou plusieurs personnes physiques déjà identifiées², elle prend contact par écrit avec ces dernières et le conjoint aidant et sollicite leur accord pour identifier le conjoint aidant, en ajoutant ses références à côté de celles de son conjoint déjà connues ou identifiées (c'est la première étape, l'identification administrative).

Il n'y a donc pas de reprise d'exploitation ni aucune forme de transfert de droits mais une **adaptation de l'identification du titulaire de droits attribués administrativement**. Après cette régularisation, les deux conjoints ou partenaires cohabitants légaux deviennent, **ensemble, titulaires ou cotitulaires** des droits administratifs précités. Cette opération est appelée **cotitularisation** ou **cotitularité**.

A propos de l'identification

Avec l'instauration des quotas laitiers en 1984, afin de pouvoir faire un lien entre les activités laitières et les exploitants ou producteurs concernés, l'administration avait mis en place une base informatisée reprenant, par exploitant ou producteur laitier connu ou identifié :

- son **appellation** (identité auprès de l'administration), généralement les nom et prénom de celui qui livrait à la laiterie ou effectuait la vente directe de produits laitiers ;
- un **n° d'enregistrement** (n° de producteur) ;
- un **n° d'exploitation** (n° d'unité de production) ;
- l'**adresse**.

Dans la pratique, ces données sont reprises sur une fiche technique (jaune) que les producteurs connaissent communément sous le nom de carte CTI (carte technique d'identification).

Actuellement, ce système sert à identifier les « clients » de la division des Aides à l'agriculture que sont principalement

- les producteurs titulaires de quotas de production :
 - quotas laitiers ;
 - quotas vaches allaitantes.
- les agriculteurs titulaires de droits au paiement unique (DPU) et leurs
 - demandes/transferts de DPU ;
 - droits au paiement à exécuter.

Il est important de souligner que cette base informatisée ou « **identification administrative** » des exploitants agricoles est pour l'administration un **outil technique de gestion et de contrôle** : réceptions, enregistrements, traitements et suivis de leurs **dossiers administratifs** comprenant demandes de primes, de transferts, activation des DPU, identification des parcelles agricoles y relatives, etc.



¹ La personne physique affiliée à une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants comme indépendant en qualité de conjoint aidant au sens de l'article 7bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, remplacé par l'article 42 de la loi-programme du 8 avril 2003, en qualité d'agriculteur et qui exerce une activité agricole dans la même exploitation que son conjoint ou partenaire cohabitant légal.

² Comme titulaires de droits attribués et gérés administrativement : quotas laitiers, quotas vaches allaitantes, droits au paiement unique ou DPU.



Cotitulariser, avec quelles conséquences ?

Seule l'appellation du titulaire change

Avoir pris contact avec l'exploitant, personne(s) physique(s), connu de l'administration et son conjoint aidant pour obtenir leur accord, l'administration

- ajoute, à l'appellation de l'exploitant, le **nom de son conjoint aidant, ainsi que l'indication « EP »**, pour préciser la relation entre les personnes concernées : conjoints ou partenaires cohabitants légaux ;
- émet une nouvelle carte d'identification, qu'elle adresse aux intéressés.

Situation avant la cotitularisation

1 Carte CTI avant cotitularisation

Producteur n° 000502410-47. DURANT Julie

SOUCHE		Date: 13/12/2007
Numéro d'unité de production: 91103027-34	Numéro de producteur: 000502410-47	
Adresse de l'unité de production:	Adresse de correspondance:	
RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVRE	RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVRE	
<p>Pour communication ou changement de ces données adresser à:</p> <p>1. Recevoir la carte CTI.</p> <p>2. Signer la carte d'identification et indiquer la date de la communication du changement.</p> <p>3. Remettre la carte.</p> <p>4. Remettre la carte d'identification au service compétent.</p> <p>5. Remettre la carte à l'exploitant pour qu'il la remette aux intéressés.</p>		
Ministère de la Région wallonne - Direction Générale de l'Agriculture Division des aides à l'agriculture		
Carte d'identification d'une unité de production		
Service coordonnateur: Direction des Services extérieurs Bureau de Chiny Rue Edouard Dirlot 30 5500 CHAIVRE		Tel: 08323.07.40 Fax: 08323.04.05
Date d'impression: 13/12/2007		Case A
Numéro de producteur: 000502410-47		La composition de producteur est valable de: 01/01/2007
Numéro d'unité de production: 91103027-34		
Producteur: valide du 01/01/2007	Case B	Case C
Nom: DURANT JULIE		
Date de naissance ou de création: 15/02/1977		
Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 1		
Code postal: 5520		
Commune: CHAIVRE		
E-mail:		
Tel: N° GSM:		
Fax:		
N° de compte financier:		
N° Entreprise:		
Unité de production: valide du 01/01/2007		
Rue, numéro: RUE DU VILLAGE 1		
Code postal: 5520		
Commune: CHAIVRE		
N° de Tracteur:		
Tel: N° GSM:		
Fax:		
<p>Les corrections sont le résultat de:</p> <p>- une correction du producteur suite reprise de l'UP le .../.../...</p> <p>- une reprise: date .../.../...</p> <p>- une suite d'orthographe</p> <p>- une modification suite changement de rue suite de ...</p> <p>- un déménagement: date .../.../...</p>		
<p>Date de communication du changement: .../.../...</p> <p>Signature(s):</p> <p>Producteur validé(s):</p> <p>Producteur présumé(s):</p>		
Veuillez lire attentivement les informations au verso.		

Source : DGA, IG2-D22

2 Carte CTI avant cotitularisation

Producteur n° 000502408-45. DUPONT Jules

SOUCHE		Date: 13/12/2007
Numéro d'unité de production: 91103027-32	Numéro de producteur: 000502408-45	
Adresse de l'unité de production:	Adresse de correspondance:	
RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVRE	RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVRE	
<p>Pour communication ou changement de ces données adresser à:</p> <p>1. Recevoir la carte CTI.</p> <p>2. Signer la carte d'identification et indiquer la date de la communication du changement.</p> <p>3. Remettre la carte.</p> <p>4. Remettre la carte d'identification au service compétent.</p> <p>5. Remettre la carte à l'exploitant pour qu'il la remette aux intéressés.</p>		
Ministère de la Région wallonne - Direction Générale de l'Agriculture Division des aides à l'agriculture		
Carte d'identification d'une unité de production		
Service coordonnateur: Direction des Services extérieurs Bureau de Chiny Rue Edouard Dirlot 30 5500 CHAIVRE		Tel: 08323.07.40 Fax: 08323.04.05
Date d'impression: 13/12/2007		Case A
Numéro de producteur: 000502408-45		La composition de producteur est valable de: 01/01/2007
Numéro d'unité de production: 91103027-32		
Producteur: valide du 01/01/2007	Case B	Case C
Nom: DUPONT JULES		
Date de naissance ou de création: 08/02/1975		
Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 1		
Code postal: 5520		
Commune: CHAIVRE		
E-mail:		
Tel: N° GSM:		
Fax:		
N° de compte financier:		
N° Entreprise:		
Unité de production: valide du 01/01/2007		
Rue, numéro: RUE DU VILLAGE 1		
Code postal: 5520		
Commune: CHAIVRE		
N° de Tracteur:		
Tel: N° GSM:		
Fax:		
<p>Les corrections sont le résultat de:</p> <p>- une correction du producteur suite reprise de l'UP le .../.../...</p> <p>- une reprise: date .../.../...</p> <p>- une suite d'orthographe</p> <p>- une modification suite changement de rue suite de ...</p> <p>- un déménagement: date .../.../...</p>		
<p>Date de communication du changement: .../.../...</p> <p>Signature(s):</p> <p>Producteur validé(s):</p> <p>Producteur présumé(s):</p>		
Veuillez lire attentivement les informations au verso.		

Source : DGA, IG2-D22

Par exemple, si l'exploitant connu, titulaire de droits, est DUPONT Jules et qu'il a pour conjoint aidant, DURANT Julie, le nom devient « DUPONT Jules – DURANT Julie, EP » (voir les exemples plus loin).

Les numéros d'enregistrement, d'exploitation et l'adresse restent inchangés, puisqu'il n'y a pas de changement de producteur mais une adaptation de dénomination. Les cotitularisés sont un groupement de personnes physiques « exploitant + conjoint aidant » qui sont, ensemble, cotitulaires légaux des **droits de production et de paiement unique attribués** par l'administration.

La cotitularisation consiste à modifier l'identification, en application du décret dont question, sans reprise ou transfert de l'exploitation. Il s'agit d'une adaptation de la dénomination du producteur titulaire des droits attribués par l'administration (quotas DPU), elle n'a donc **aucun effet ou lien avec la notion de propriété des moyens de production** ou de patrimoine.

De même, cette forme de groupement « EP » n'a aucun effet et ne préjuge en rien du statut des cotitularisés, à savoir qui est indépendant à titre principal, complémentaire ou autre.

3 Carte CTI avant cotitularisation

Producteur n° 000502409-46. DUPONT Jules et DUMOULIN Gr

SOUCHE		Date: 13/12/2007
Numéro d'unité de production: 01103305-33	Numéro de producteur: 000502409-46	
Adresse de l'unité de production: RUE DU VILLAGE 10 5520 CHENAYE	Adresse de correspondance: DUPONT JULES ET DUMOULIN BERNARD SR RUE DU VILLAGE 10 5520 CHENAYE	
<small>Pour communiquer un changement de une correction prioritaire de: 1 Remplir la CASE C. 2 Signer la carte d'identification et insérer le QR code de la communication du changement. 3 Scanné la souche. 4 Remplir la carte d'identification au service coordonné. 5 Rendre la souche à l'UP (ou au moment où la souche carte d'identification sera envoyée).</small>		
Ministère de la Région wallonne - Direction Générale de l'Agriculture Division des aides à l'agriculture		
Service coordonné: Direction des Services extérieurs Bureau de Chénay Rue Edouard Drost 30 5500 CHENAY		Date d'impression: 13/12/2007
Tél: 08323 07 40 Fax: 08323 04 08		case A
Numéro de producteur: 000502409-46 Numéro d'unité de production: 01103305-33		La composition de production est validée de: 01/01/2007
Producteur: valide de 01/01/2007 Nom: DUPONT JULES ET DUMOULIN BERNARD SR Date de naissance ou de création: 01/01/2007 Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 10 Code postal: 5520 Commune: CHENAYE E-mail: Tél: N° GSM Fax: N° de compte financier: N° Entreprise: Unité de production: valide de 01/01/2007 Rue, numéro: RUE DU VILLAGE 10 Code postal: 5520 Commune: CHENAYE N° de Trappeur: Tél: N° GSM Fax:		case B case C Langue: NL <input type="checkbox"/> FR <input type="checkbox"/> Veuillez insérer les informations au verso.
Les correctifs sont le résultat de: - une décision du producteur sans notice de l'UP: le - une notice: date: - une faute d'orthographe: - une décision de l'administration sans changement de rue et/ou de n°: - un dédoublement: date: Date de communication du changement: Signature(s): Producteur (validé): Producteur (premier): Veuillez insérer les informations au verso.		

Source : DGA, IG2-D22





Situation après la cotitularisation

Les n° de producteur sont restés les mêmes. **Seules les appellations (noms) des producteurs ont été modifiées** et de nouvelles cartes CTI sont émises.

1 Suite à la cotitularisation, **nouvelle carte CTI**
Producteur n° 000502410-47 (le n° reste identique) **mais le nom a changé en : DURANT JULIE-DUPONT Jules, EP**

2 Suite à la cotitularisation, **nouvelle carte CTI**
Producteur n° 00050280-45 (le n° reste identique) **mais le nom a changé : DUPONT Jules-DURANT Julie, EP**

SOUCHE		Date 13/12/2007
Numéro d'unité de production: 811000CF 34 Adresse de l'unité de production: RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVE	Numéro de producteur: 000502410-47 Adresse de correspondance: DURANT JULIE - DUPONT JULES EP RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVE	Pour renseignements ou changements de carte contactez votre DRA 1 Remplir la carte CTI 2 Signer la carte d'identification et indiquer la DATE de la cotitularisation du changement 3 Remplir la carte 4 Envoyer la carte d'identification au service cotitularisation 5 Garder la souche à l'UP jusqu'au moment du dédoublement de l'identification pour annuler
Ministère de la Région wallonne - Direction Générale de l'Agriculture Service des aides à l'agriculture		
Carte d'identification d'une unité de production		
Service coordinateur: Direction des Services extérieurs Bureau de Ciney Rue Edouard Dinet 30 5500 CHAIVE Tél: 08333 07 40 Fax: 08332 04 56		Date d'impression: 13/12/2007 CASE A
Numéro de producteur: 000502410-47 Numéro d'unité de production: 811000CF 34 La composition de production est valable du: 01/01/2007		
Producteur: <input type="checkbox"/> CASE B Nom: DURANT JULIE - DUPONT JULES EP Date de naissance ou de création: 10/02/1977 Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 1 Code postal: 5520 Commune: CHAIVE E-mail: Tel: N° GSM: Fax: N° de compte financier: N° Entreprise:	CASE C Producteur: <input type="checkbox"/> Nom: Date de naissance ou de création: Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 1 Code postal: 5520 Commune: CHAIVE E-mail: Tel: N° GSM: Fax: N° de compte financier: N° Entreprise:	Langue: <input type="checkbox"/> NL <input type="checkbox"/> FR
Adresse de production: <input type="checkbox"/> CASE D Rue, numéro: RUE DU VILLAGE 1 Code postal: 5520 Commune: CHAIVE N° de Trappeur: Tel: N° GSM: Fax:		
Les coordonnées sont le résultat de: <input type="checkbox"/> une cotitularisation du producteur après dédoublement de l'UP de <input type="checkbox"/> une reprise de <input type="checkbox"/> une note d'orthographe <input type="checkbox"/> une note d'orthographe sans changement de l'UP de <input type="checkbox"/> une dédoublement sans changement de l'UP de		
Signatures: Producteur cotitularisé: _____ Producteur principal: _____ Veuillez lire attentivement les informations au recto.		

Source : DGA, IG2-D22

SOUCHE		Date 13/12/2007
Numéro d'unité de production: 811000CF 34 Adresse de l'unité de production: RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVE	Numéro de producteur: 00050280-45 Adresse de correspondance: DUPONT JULES - DURANT JULIE EP RUE DU VILLAGE 1 5520 CHAIVE	Pour renseignements ou changements de carte contactez votre DRA 1 Remplir la carte CTI 2 Signer la carte d'identification et indiquer la DATE de la cotitularisation du changement 3 Remplir la carte 4 Envoyer la carte d'identification au service cotitularisation 5 Garder la souche à l'UP jusqu'au moment du dédoublement de l'identification pour annuler
Ministère de la Région wallonne - Direction Générale de l'Agriculture Service des aides à l'agriculture		
Carte d'identification d'une unité de production		
Service coordinateur: Direction des Services extérieurs Bureau de Ciney Rue Edouard Dinet 30 5500 CHAIVE Tél: 08333 07 40 Fax: 08332 04 56		Date d'impression: 13/12/2007 CASE A
Numéro de producteur: 00050280-45 Numéro d'unité de production: 811000CF 34 La composition de production est valable du: 01/01/2007		
Producteur: <input type="checkbox"/> CASE B Nom: DUPONT JULES - DURANT JULIE EP Date de naissance ou de création: 10/02/1977 Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 1 Code postal: 5520 Commune: CHAIVE E-mail: Tel: N° GSM: Fax: N° de compte financier: N° Entreprise:	CASE C Producteur: <input type="checkbox"/> Nom: Date de naissance ou de création: Rue, numéro de l'adresse de correspondance: RUE DU VILLAGE 1 Code postal: 5520 Commune: CHAIVE E-mail: Tel: N° GSM: Fax: N° de compte financier: N° Entreprise:	Langue: <input type="checkbox"/> NL <input type="checkbox"/> FR
Adresse de production: <input type="checkbox"/> CASE D Rue, numéro: RUE DU VILLAGE 1 Code postal: 5520 Commune: CHAIVE N° de Trappeur: Tel: N° GSM: Fax:		
Les coordonnées sont le résultat de: <input type="checkbox"/> une cotitularisation du producteur après dédoublement de l'UP de <input type="checkbox"/> une reprise de <input type="checkbox"/> une note d'orthographe <input type="checkbox"/> une note d'orthographe sans changement de l'UP de <input type="checkbox"/> une dédoublement sans changement de l'UP de		
Signatures: Producteur cotitularisé: _____ Producteur principal: _____ Veuillez lire attentivement les informations au recto.		

Source : DGA, IG2-D22

Une opération neutre. Elle ne donne ni plus ni moins de droits

S'agissant d'une régularisation de l'identité du titulaire de droits administratifs, sans **transfert entre producteurs**, il n'y a pas de conditions ou de nouvelles obligations à respecter suite à la cotitularisation.

Le statut du producteur, dont l'appellation a été changée, demeure, lui, inchangé.

La démarche est annuellement réalisée par l'administration auprès des nouveaux conjoints aidants. Il n'y a, dès lors, **pas de date limite** de lancement de la procédure de cotitularisation ou de décision.

Une opération irréversible

La perte éventuelle du statut de conjoint aidant, après la cotitularisation n'a pas d'incidence sur les droits administratifs acquis par les cotitularisés (quotas, DPU).

Dans tous les cas, un changement de l'identification (titulaire des droits), avec un nouveau numéro de producteur et une nouvelle carte, ne peut se faire qu'avec l'accord (signatures) de **tous** les intéressés cotitularisés.

De même, pour transférer les droits, un dossier de transferts devra être introduit et signé par tous les cotitularisés, comme cédants (voir plus loin les effets de la cotitularité).

Qui est concerné ?

- Les conjoints, c'est-à-dire, les époux, épouses ou partenaires cohabitants légaux, avec un statut d'aidant enregistré auprès de l'INASTI, d'une personne physique ou d'un membre d'un groupement de personnes physiques qui est identifié comme agriculteur gérant une exploitation agricole.
- Les personnes morales (sociétés sous quelque forme que se soit) et les groupements de personne(s) physique(s) et de personne(s) morale(s) sont exclus.
- En outre, le conjoint aidant ne peut pas déjà gérer une exploitation ou faire partie d'un groupement de personnes physiques ou d'une société.

Comment devient-on cotitulaire ?

En application du décret précité, l'administration va, annuellement, lancer la procédure de cotitularisation (voir page suivante), pour les conjoints aidants non encore identifiés dont elle prendrait connaissance. La première procédure en ce sens a lieu en 2008. Elle sera répétée annuellement, uniquement pour les nouveaux conjoints aidants.

Pour information. Il existe une procédure de cotitularisation volontaire de la part des demandeurs. La demande se fait au moyen d'un formulaire disponible auprès de la direction des Services extérieurs qui est compétente pour la commune de l'adresse de correspondance de l'agriculteur. Cette procédure volontaire reste possible pour les candidats cotitulaires.

Pour les personnes physiques déjà identifiées, avec conjoint aidant non encore identifié

A partir de sa base de données informatique d'identification des agriculteurs, l'administration cible toutes les personnes physiques gérant une exploitation qui sont titulaires de droits attribués administrativement.

Pour toutes ces personnes, l'administration consulte le registre national pour connaître la composition du ménage en vue du ciblage des conjoints, partenaires cohabitants légaux.

L'administration consulte alors la *Banque carrefour de la Sécurité sociale* (BCSS) pour connaître le statut (INASTI) de ces conjoints ou de ces partenaires cohabitants légaux. Elle retient uniquement les conjoints qui ont le statut d'aidant auprès de l'INASTI.

Pour les conjoints ou partenaires cohabitants légaux, aidants, non encore identifiés

L'administration vérifie si les conjoints ou partenaires cohabitants légaux ne font pas déjà partie de sa base informatique d'identification, comme membre d'un groupement ou comme exploitant d'une exploitation agricole ou encore comme membre d'un groupement d'époux, suite à une cotitularisation volontaire préalable³. Elle écarte ceux qui sont déjà connus ou identifiés et retient les autres non encore identifiés, c'est-à-dire non encore repris dans la base informatique.

³ La cotitularisation volontaire est possible depuis 1998-1999.

Procédure de cotitularisation

L'administration adresse, par recommandé, à **chacun des conjoints, dont l'un n'est pas encore identifié dans sa base de données**, un courrier leur expliquant cette procédure d'identification. Les intéressés ont un **délai de réponse de 30 jours calendriers**, à compter de la date du courrier. La réponse des conjoints se fait sur un seul document.

Si les intéressés **ne répondent pas** dans le délai, l'administration leur adresse un nouveau courrier. Ils ont un nouveau délai de 30 jours pour répondre. Si, malgré ce rappel, aucune réponse n'est obtenue, les conjoints aidants sont identifiés dans la base de données de l'administration. Ils deviennent titulaires, au même titre que leurs conjoints, des droits administratifs : quotas laitiers et/ou vaches allaitantes et des droits au paiement unique (DPU).

Situation après la cotitularisation (suite)

3 Suite à la cotitularisation, **nouvelle carte CTI**
Producteur n° 000502409-46 (le n° reste identique)

1^{er} cas. Cotitularisation d'un seul membre du groupement :
DUPONT Jules-DURAND Julie EP et **DUMOULIN Bernard Gr**

2^d cas. Cotitularisation d'un seul membre du groupement :
DUPONT Jules-DURAND Julie EP et
DUMOULIN Bernard – DUMAS L. EP, Gr

Source : DGA, IG2-D22

Source : DGA, IG2-D22

Un seul document pour la réponse des deux conjoints

- Un seul non entraîne l'arrêt de la procédure.
- Deux «oui» : les conjoints aidants sont identifiés.
- Si la réponse ne comporte qu'un seul «oui», un rappel est envoyé aux intéressés, avec un nouveau délai de réponse de 30 jours. Après ce délai, l'absence de réponse entraîne l'identification des conjoints aidants.



Les effets de la cotitularité

Après identification des conjoints aidants, les conjoints deviennent gestionnaires en commun de leur exploitation et titulaires indivis des quotas et droits octroyés administrativement, soit les droits au paiement unique ou DPU, les quotas vaches allaitantes et les quotas laitiers. Ils sont gérés comme un groupement de personnes physiques qui ont, entre elles, la qualité de conjoints ou partenaires cohabitants légaux (EP).

Les conjoints peuvent, individuellement poser des actes conservatoires ou provisoires. Par contre, pour tous les actes de gestion à caractère permanent, soit dans la quasi-totalité des documents renvoyés à l'administration, les cotitularisés devront **signer ensemble**, sauf pour les *leasings* et osmose temporaires de quotas laitiers.

Des points particuliers

Droits au paiement unique (DPU)

Activation et utilisation des droits

Les DPU comprennent les droits jachères et ordinaires historiques, des droits ordinaires issus de la *réserve nationale* (RN) et ceux octroyés aux *starters* (D) pendant la période 2001-2002.

Pour l'attribution des droits ordinaires et des droits jachères, la période de référence (historique) était les années 2000, 2001, 2002. Ces **droits jachères et ordinaires** doivent être activés **par la déclaration de superficie** au moins une fois tous les 3 ans, sous peine d'être confisqués pour la réserve nationale, sans indemnisation.

Par contre, les droits ordinaires issus de la *réserve nationale* et ceux octroyés aux jeunes agriculteurs qui ont débuté leur activité en 2001 ou 2002 doivent être activés annuellement par la déclaration de superficie, pendant 5 ans consécutifs, sous peine d'être confisqués pour la réserve nationale, sans indemnisation.

Source : DGA, IG2-D22



Il est à noter que l'obligation d'activation des droits issus de la réserve pendant 5 ans consécutifs est transférable à un autre agriculteur dans les cas suivants :

- **changement de statuts** : une personne physique exploite par la suite dans le cadre d'une personne morale,
- **scission** : un groupement se sépare,
- **fusion** : deux producteurs exploitant seuls s'associent dans le cadre d'un groupement.

Dès lors, dans tous les cas, la déclaration de superficie portera la signature de chacun des cotitularisés.

Accès à la réserve nationale

Les critères d'accès sont annuels et la demande est aussi annuelle. Elle doit comporter les signatures des cotitularisés.

Transfert de droits

Il existe deux types de transfert : les transferts **sans** transfert de terres et ceux **avec** transfert de terres. A ce propos, on peut constater que les transferts se font quasiment tous sans liaison avec un transfert de foncier (99,9 % des dossiers). Les demandes sont à introduire dans l'année. Le transfert devient effectif 6 semaines après la date de demande de transfert, cachet de la poste ou accusé de réception faisant foi. **La signature de chacun des cotitularisés est requise.**

Quotas (droits) et primes à la vache allaitante

Transfert de droits

Il existe deux types de transferts : la reprise totale d'exploitation et les transferts hors reprise d'exploitation. Dans tous les cas, **tous les cotitularisés, cédants, signent les documents de transfert.**

Pour les reprises totales d'exploitation, il n'y a aucune retenue pour la *réserve nationale*. Dans ce cas, la demande est à introduire en février ou, sur demande, en même temps que la demande de primes par le preneur, soit entre le 1^{er} mai et le 30 septembre. Il y a lieu de fournir **un inventaire de reprise : terres, bâtiments d'exploitation, cheptel.**

Pour les transferts sans reprise d'exploitation, les demandes sont à introduire en février. Il y a retenue de 1 % pour la réserve nationale.

Perte de droit pour non utilisation

Il est important de noter qu'il y a perte de droits non utilisés pour la *réserve nationale*, par année dans les cas suivants :

- si le nombre de droits détenus est supérieur à 7 : il y a lieu d'utiliser au moins 90 % de son quota, sinon la partie non utilisée va à la *réserve nationale* ;
- si le nombre maximum de droits détenus est inférieur ou égal à 7 : il y a lieu d'utiliser au moins 90 % de son quota une fois tous les 2 ans, sinon, la partie non utilisée va à la *réserve nationale*.

Primes

Leur valeur comprend une partie fixe et un complément, soit, actuellement, 200 € + 50 € ou 250 €. **La demande annuelle doit comporter la signature de tous** car cette demande peut engendrer une perte de quantité de référence.

Quotas laitiers**Leasing ou location de quota**

L'opération étant limitée à une seule campagne laitière, **une signature d'un des deux cotitularisés est suffisante.**

Osmose (demande de conversion d'un quota laiterie [livraisons] en un quota beurre [ventes directes] ou l'inverse)

Cette demande peut se limiter à une seule campagne (osmose temporaire). **Dans ce cas, une seule signature est suffisante.** La demande peut aussi être définitive (osmose définitive, en vue par exemple de libérer un quota via le *fonds des quotas*). **Dans ce cas, les deux signatures sont indispensables.**

Fonds des quotas : libération et réallocation

Pour libérer un quota via le fonds c'est-à-dire céder définitivement un quota laiterie au fonds moyennant une indemnisation, **la signature de chacun des cotitularisés est indispensable.** Il en est de même pour la demande d'acquisition de litres de quota via le fonds, moyennant paiement (réallocation).

Cession de quotas, avec ou sans terres, à un autre producteur : mobilité

- Reprise d'exploitation : le preneur devient producteur laitier pour la première fois. Il reprend de son cédant les terres servant à la production laitière (1 hectare par 20.000 litres), l'étable pour les vaches laitières, les installations laitières, les vaches laitières, etc. **Si les cédants sont cotitularisés, ils signent tous les deux** les documents de transferts.
- Cession de quotas à un preneur qui dispose déjà d'un quota (cumul de quotas) : si, après avoir mis les quotas ensemble, le preneur dispose d'assez de terres en superficies maïs, prairies et fourrages (codes *fonds des quotas*), pour respecter le ratio d'1 hectare par 20.000 litres de quota, il ne doit pas reprendre des terres du cédant. Dans le cas inverse, oui.

Exemple. Le preneur a un quota de 100.000 litres et il en reprend 100.000, au 1^{er} avril 2008. Soit un total de 200.000 litres, avec un minimum nécessaire de 10 ha en maïs, prairies et fourrages pour respecter le ratio d'1 ha par 20.000 litres de quota. Si, par sa déclaration 2008, il montre qu'il a 15 ha en maïs, prairies et fourrages, il ne doit donc pas reprendre des terres de son cédant. Par contre, s'il n'en avait que 8, il devrait en reprendre au moins 2 (ha) de son cédant.

Déclaration de superficies utile pour activer les DPU, exploiter les quotas laitiers, demander et bénéficier des aides MAE, bio

La déclaration est signée par tous les cotitularisés.

Débiteurs/créanciers DGA

En ce qui concerne les débiteurs, la DGA s'en réfère aux données telles qu'elles lui sont communiquées avant la cotitularisation ou après, selon les données d'identification.

Toute cession de créances sera signée par les cotitularisés, les créances étant à valoir sur des droits administratifs dont ils sont titulaires.

Notification fiscale

Celle-ci se fait sur base des données d'identification de la DGA.

Plus d'informations**Division des Aides à l'agriculture, DGA****Services centraux****Ilot Saint-Luc**

14, chée de Louvain – 5000 Namur

Charles Langhendries, Directeur

T. : 081 / 64.95.27 – @ : c.langhendries@mrw.wallonie.be

Services extérieurs d'Ath

2c, chemin du Vieux Ath – 7800 Ath

T. : 068 / 27.44.43 – F. : 068 / 27.44.01

Services extérieurs de Thuin

13, rue du Moustier – 6530 Thuin

T. : 071 / 59.90.61 – F. : 071 / 59.96.01

Services extérieurs de Libramont

2, rue Fleurie – 3^e étage – boîte 8

6800 Libramont

T. : 061 / 26.08.30 – F. : 061 / 26.08.62

Services extérieurs de Wavre

4, avenue Pasteur – 1300 Wavre

T. : 010 / 23.37.40 – F. : 010 / 23.37.99

Services extérieurs de Ciney

30, rue Ed. Dinot – 5590 Ciney

T. : 083 / 23.07.40 – F. : 083 / 22.04.05

Services extérieurs de Huy

39, chée de Liège – 4500 Huy

T. : 085 / 27.34.20 – F. : 085 / 23.36.58

Services extérieurs de Malmédyl

13, avenue des Alliés – 4960 Malmédyl

T. : 080 / 44.06.20 – F. : 080 / 44.06.30

La présente publication constitue un simple commentaire explicatif de la législation en la matière et n'a donc aucune force de règlement.

Les APL, indicateurs de la gestion de l'azote

gestion

26

Trois cents agriculteurs en zone vulnérable sondés en 2008

Entre octobre et décembre, la Région wallonne fera sonder près de neuf cents parcelles en zone vulnérable dans le but d'établir leur taux d'azote, et précisément d'azote potentiellement lessivable. L'objectif est de mesurer le risque de contamination par le nitrate des eaux souterraines, avant l'hiver.

Cette nouvelle mesure, décidée à l'occasion de l'adaptation du *Programme de Gestion durable de l'azote en agriculture*, PGDA, a pour objectif d'évaluer la gestion de l'azote par les agriculteurs. Concrètement chaque année, 3 % des agriculteurs des zones vulnérables seront sélectionnés par l'administration, soit environ trois cents agriculteurs. Chez chacun d'entre eux, trois parcelles de culture seront choisies. Un APL¹ sera mesuré sur chacune de ces parcelles.

Les valeurs de référence

Les équipes scientifiques qui encadrent *Nitrawal* (FUSAGx et UCL) suivent un réseau de cent cinquante parcelles situées dans trente cinq fermes « de référence ». Ces parcelles font l'objet d'une fertilisation raisonnée selon des méthodes accessibles à tout agriculteur. Il s'agit généralement de suivre un conseil de fumure établi sur base d'un profil de printemps. Ce réseau de parcelles permet d'établir un « APL de référence » annuel pour chacune des huit cultures principales rencontrées en Wallonie. L'« APL de référence » reflète donc la bonne pratique de gestion de l'azote. Une marge de tolérance est ajoutée à l'APL de référence pour établir la norme à respecter.

L'évaluation des parcelles sondées chez les agriculteurs sélectionnés

Sur les trois APL mesurés dans chacune des trois parcelles, l'agriculteur doit obtenir au moins deux APL conformes, c'est-à-dire deux APL qui ne dépassent pas la



¹ APL est utilisé pour azote potentiellement lessivable. Il s'agit d'un profil azoté sur 90 cm qui donne le nombre d'unités d'azote par ha sous la forme nitrate. Plus le nombre d'unités d'azote sous forme de nitrate est élevé, plus le risque d'une contamination de la nappe d'eau augmente.

Combien d'hectares de couvert faut-il semer cet automne ?

Les couvertures de sol constituent une des meilleures façons de lutter contre le lessivage du nitrate pendant l'hiver et d'obtenir de bons APL. Le PGDA comprend deux obligations d'implantation de couvertures de sol. Quelles sont ces obligations et comment calculer le nombre d'hectares à couvrir pour cet automne ?

A Implantation après un épandage de matières organiques

Cette règle qui existe depuis 2002 est à respecter partout en Région wallonne : lorsqu'un épandage de matières organiques est effectué entre le 1^{er} juillet et le 15 octobre, il faut implanter soit une culture d'hiver soit un couvert appelé CIPAN.

B Taux de couverture de 75 %

En vigueur depuis l'année dernière, cette règle s'applique uniquement en zone vulnérable. Selon cette règle, il est nécessaire de couvrir 75 % de la surface des cultures qui ont été récoltées avant le 1^{er} septembre et qui sont suivies d'une culture de printemps (à l'exception du pois et du lin).

En zone vulnérable, les deux règles sont à appliquer.

Tant pour **A** que pour **B** ci-dessus, la couverture de sol doit être implantée pour le 15 septembre au plus tard et ne peut être détruite avant le 1^{er} décembre. Les obligations liées au PGDA font partie de la conditionnalité. Ne pas respecter ces obligations entraîne une diminution des aides octroyées (DPU, vaches allaitantes, méthodes agroenvironnementales (MAE), bio, régions défavorisées). Ces aides devront être réduites d'un certain pourcentage.

L'implantation des couvertures de sol peut également découler d'un engagement MAE. Vous pouvez activer vos MAE sur les parcelles où vous devez implanter des couverts, conformément au PGDA. Il faudra, dans ce cas, veiller à respecter le cahier des charges de la MAE et, notamment, l'obligation de maintenir le couvert jusqu'au 1^{er} janvier.

Faites le calcul de la superficie devant être couverte sur votre exploitation en 2008

Surface récoltée avant le 1 ^{er} septembre 2008	Cultures prévues en 2009			
Surface = ha	Cultures d'hiver = ha			
	Cultures de printemps = ha	Pois, lin = ha	Précédé d'un épandage = ha à couvrir	
			Sans épandage = ha	
		Autres cultures = ha x 75% = ... ha ① à couvrir au minimum répartis comme suit	Précédé d'un épandage = ha à couvrir ②	
			Sans épandage = ① - ② = ha à couvrir	
			Total à couvrir = ha

norme. Dans le cas contraire, il entrera dans un programme d'observation d'une durée de 2 ans minimum.

Le programme d'observation

Durant ce programme d'observation, trois APL seront réalisés à nouveau chaque année. Pour sortir du programme, il faut obtenir deux APL sur les trois mesurés qui ne dépassent pas la norme pendant au moins deux années de suite. Lorsque, par contre, deux APL sur trois se situent au-dessus de la norme pendant plus de 3 années (consécutives ou pas), une amende de 120 € est appliquée par hectare de superficie déclaré.

Nitrawal vous conseille

Nitrawal peut vous aider gratuitement à raisonner votre fertilisation. Nous vous aiderons à élaborer un plan de fertilisation dans le but d'obtenir de bons APL.

NITRAWAL

Plus d'informations

Division de la Gestion
de l'espace rural, DGA
Direction de l'Espace rural
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain – 5000 Namur
Christian Mulders – T. : 081 / 64.96.60
@ : c.mulders@mrw.wallonie.be
Marc Thirion – T. : 081/ 64.96.62
@ : ma.thirion@mrw.wallonie.be

Contacteur Nitrawal
www.nitrawal.be – T. : 081 / 62.73.07



Le bioraffinage un ballon d'oxygène pour notre agriculture

Le recours le plus large possible aux développements biotechnologiques en alternative aux procédés chimiques classiques.

La biomasse est clairement identifiée aujourd'hui comme une source d'énergie alternative crédible pouvant se substituer dans une proportion significative au pétrole. Notre dépendance aux ressources pétrolières pour assurer nos besoins énergétiques doit en effet être réduite et l'utilisation de ressources renouvelables est une obligation pour les générations actuelles et futures.

De nombreuses initiatives existent de par le monde, axées entre autres sur la biomasse végétale pour la fabrication de produits énergétiques. Les plus connues visent la production de biocarburants liquides. C'est également le cas en Wallonie. Au regard du développement attendu des carburants et de la pression qui peut en résulter sur la disponibilité des ressources végétales et sur leur prix, il sera rapidement nécessaire d'intégrer de nouvelles « matières premières » dans les filières énergétiques.

Au-delà des bioénergies

Les débats, voire les polémiques actuelles, sur les biocarburants de première génération montrent la complexité des choix à effectuer et les besoins d'ouverture et de communication entre les différents acteurs de cette filière. Il est donc néces-

saire de **reconsidérer globalement** l'utilisation des ressources renouvelables pour rencontrer l'ensemble des besoins de notre société sans engendrer des tensions insurmontables sur certaines filières agricoles ou forestières. Il faut aussi insister sur le fait qu'une partie non négligeable du pétrole est à la base de la pétrochimie qui fournit de nombreux produits pour l'industrie chimique : détergents, produits phytopharmaceutiques, encres, plastiques, peintures, ... et autres produits de la vie quotidienne qui dépendent ainsi pour une très large part de l'or noir.

La biochimie. Une industrie naissante

Mieux produire mais aussi mieux valoriser les ressources sont donc des objectifs majeurs. Dans ce contexte, le concept du bioraffinage s'impose car il s'intègre parfaitement dans une logique de développement durable. Les anglo-saxons parlent souvent de la règle des « 3P » pour décrire la convergence de différents intérêts qui peuvent parfois sembler divergents au départ. En effet, les bioraffineries sont de nouvelles sociétés industrielles alliant le profit (« *Profit* ») aux besoins des consommateurs et des travailleurs (« *People* ») et au respect de l'environnement (« *Planet* »).

Les activités industrielles qui naissent de cette approche ambitionnent à la fois de remplacer une partie du pétrole comme source d'énergie mais aussi et surtout de créer et fournir les produits chimiques émanant aujourd'hui de la pétrochimie. En parallèle, ces activités sont conçues pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tels que le CO₂ et pour valoriser la biomasse jusqu'à, idéalement, ne plus produire de déchets.

La concrétisation de ces objectifs implique le recours le plus large possible aux **développements biotechnologiques en alternative aux procédés chimiques classiques**. Ces nouvelles technologies utilisent des enzymes ou des micro-organismes afin de fabriquer, transformer ou dégrader des composés issus de matières premières renouvelables.

**Blanche : la biochimie,
verte : l'agroalimentaire,
rouge : la santé,
bleu : le monde marin, les
nouvelles biotec en couleur**

On parle de biotechnologies blanches pour les distinguer des biotechnologies vertes (agriculture, agroalimentaire), rouges (santé, médecine), voire bleues (marines). Ainsi, le « bioraffinage » consiste



Cuve d'extraction



Maldi-Tof



Séchoir granulateur a lit fluidisé.

à fractionner la biomasse pour en extraire des produits ou mélanges de produits à l'image de ce qui se fait en raffinant le pétrole. « Bioraffiner » consiste donc à valoriser le plus complètement possible la biomasse, ce qui permet notamment d'optimiser la rentabilité économique du procédé.

Agriculture : de nouvelles productions

Quant à la biomasse végétale, il s'agit des productions agronomiques « traditionnelles » mais aussi, par exemple, de nouvelles productions de plantes lignocellulosiques sans oublier les déchets végétaux et agricoles (pailles de céréales, ...) ou sous-produits agro-industriels (pulpes, sons, écorces de bois, ...). Dans ces perspectives, la Wallonie est bien placée pour trouver ses propres créneaux, surtout si elle parvient à développer des produits à haute valeur ajoutée.

Déjà en Wallonie : la betterave de A à Z

La DGA soutient plusieurs initiatives de recherche dans le domaine. Certains projets portent sur la valorisation globale de la betterave, c'est-à-dire non seulement la production d'éthanol à partir de jus d'extraction du sucre, mais aussi la récupération de molécules à haute valeur ajoutée après fermentation. D'autres projets visent à accroître la valeur des pulpes de betteraves en en extrayant des pectines et en testant leur potentiel dans les matériaux plastiques. Les feuilles de betteraves ne sont pas oubliées car on peut en extraire des protéines et des substances aromatiques (notes vertes) à très haute valeur ajoutée. La biomasse végétale permet aussi de produire des composés spécifiques tels que l'acide férulique, une molécule anti-oxydante et un intermédiaire de synthèse important.

De nouvelles vertus aux chicorées

Quant aux projets de recherche visant le secteur agricole en amont, ils découlent des possibilités offertes en aval. Ainsi, en favorisant la recherche de nouveaux marqueurs moléculaires comme critères de sélection de la chicorée, il devient possible d'envisager de produire une chicorée pour en valoriser d'autres composés que l'inuline ou le fructose. Des hydrolysats peptiques présentent en effet des propriétés biologiques fort prometteuses...

EWALD TELLER, DIRECTION DE LA RECHERCHE

Ces différentes actions cadrent parfaitement avec le concept du développement durable où il est essentiel de valoriser au mieux tous les composés présents dans les productions agricoles. Cependant, il n'y a pas de solution miracle : une recherche bien structurée, englobant aussi bien le secteur primaire que les secteurs de la transformation et de la distribution, constitue le moteur indispensable pour dynamiser et ancrer ce mouvement dans le monde de demain.

Plus d'informations

FUSAGx-Unité de Chimie biologique industrielle

Pr M. Paquot

2, passage des Déportés

5030 Gembloux

T. : 081/62.22.29

@ : paquot.m@fsagx.ac.be

**Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité, DGA
Direction de la Recherche**

Ewald Teller, Conseiller scientifique, et Michel Dufrasne, Directeur ff.

Ilot Saint-Luc

14, chaussée de Louvain

5000 Namur

T. : 081/64.95.96

@ : e.teller@mrw.wallonie.be

Au moment où la Wallonie s'interroge plus que jamais sur l'avenir de son industrie et de son agriculture, où elle cherche à redéployer son activité économique, au moment où l'urgence environnementale s'impose à tous, une plante pourrait bien réaliser un *come-back* gagnant et mettre tout le monde d'accord, citoyens, agriculteurs, industriels, entrepreneurs et politiques : le chanvre.



La culture du chanvre ne constitue cependant pas une nouveauté chez nous. Pendant des siècles, elle a fait partie de notre agriculture et de nos paysages ; le chanvre entrainait alors dans la fabrication de la pâte à papier, des cordages, des tissus, avant d'être supplanté par les fibres importées, comme le coton, et synthétiques, comme le nylon. Sa culture disparaîtra au début des années soixante.

Qu'est-ce qui a donc changé ?

Trois choses. D'abord les scientifiques sont parvenus à développer des variétés de chanvre sans molécules psychotropes. L'amalgame avec la production de cannabis appartient ainsi au passé. Ensuite, les conséquences redoutées d'un changement climatique et de la pollution chimique des sols conduisent à la redécouverte de plantes vertueuses qui, comme le chanvre, piègent le CO₂ et se cultivent quasiment sans chimie. Enfin, se sont multipliées ces dernières années les possibilités de valorisation des différentes parties de cette plante, dans des secteurs divers et d'avenir. La **fibre** peut être utilisée pour la fabrication de :

- cordes, sacs et géotextiles ;
- papiers spéciaux ;
- plastiques composites ;
- laine isolante, en rouleaux ou panneaux.

La **graine** peut servir :

- d'aliment pour oiseaux ou d'appât pour les poissons ;
- à produire une huile goûteuse, riche en oméga 3 et 6 ;
- à produire des crèmes cosmétiques.

La culture du une réalité qui s'affirme

La **chènevotte**, partie ligneuse de la paille, peut être valorisée :

- comme litière ;
- comme paillage ;
- en production d'énergie (gazéification, bûchettes ou pellets) ;
- en construction, notamment dans les matériaux chaux-chanvre.

Ainsi la chènevotte, qui fut longtemps considérée comme un sous-produit encombrant de la culture du chanvre, trouve aujourd'hui un usage prometteur dans un produit neuf et avant-gardiste : les matériaux chaux-chanvre (voir encadré).

La **poussière** de chanvre elle-même, issue du défibrage, est caractérisée par un haut pouvoir calorifique et peut être valorisée en briquettes combustibles. Tous ces marchés – construction, plasturgie, alimentation, santé – sont des marchés porteurs, occupés à vivre un développement fort et sans nul doute durable.

Qu'est-ce qu'on attend pour démarrer ?

Tenir ses promesses, chacun sait comme c'est parfois difficile. C'est vrai aussi pour une plante, en particulier pour le chanvre. C'est d'autant plus difficile qu'il ne s'agit pas ici d'établir une simple relation directe de commerce et de confiance entre un producteur et un consommateur. Il s'agit de mettre au point un processus global,

Les matériaux chaux-chanvre

Selon le mélange, ces matériaux peuvent être utilisés en remplissage de parois (murs cloisons, planchers, toitures) de constructions à ossature de bois (ou d'autres matériaux), ou pour couvrir des parois maçonnées. Ils valent par leur caractère isolant mais présentent aussi d'excellentes performances du point de vue de l'inertie thermique et de la régulation de l'humidité, assurant du coup un très grand confort en hiver comme en été. Leur comportement hygrothermique est en parfaite adéquation avec celui de vieux murs en pierre ou en brique, ce qui rend ce matériau particulièrement attrayant pour la rénovation et la restauration de bâtiments anciens.

chanvre

qui nécessite une phase industrielle de transformation, de possibles investissements lourds – si une défibreuse s'avère nécessaire – et une organisation efficace des différentes étapes de production et des différents acteurs, des agriculteurs jusqu'aux divers types d'acheteurs, en passant par les industries, les entrepreneurs et les commerçants. Ce défi porte un nom : créer et organiser une filière !

Une deuxième difficulté consiste dans le nombre de produits possibles issus de la transformation du chanvre. Selon ce qu'on décidera d'en faire, le chanvre ne se récoltera pas au même stade de maturité, ne subira pas le même traitement en phase de transformation. Il faut donc savoir quels marchés, quels produits on vise exactement.

Une troisième difficulté réside dans le défaut de savoir-faire chez nombre d'acteurs de cette future filière : combien sont les agriculteurs qui savent et peuvent cultiver chez eux du chanvre ? Combien d'entrepreneurs savent-ils mettre en oeuvre les matériaux chaux-chanvre ?

Où en est-on en Région wallonne ?

C'est en partie grâce aux travaux de *La Bombe verte*, *Sorghal*, puis *ValBiom* que les mondes de la recherche et de l'industrie, la Région wallonne et quelques politiques marquent un intérêt croissant pour cette plante. Ceci se traduit par le lancement de programmes de recherches universitaires, industrielles et de type *Interreg*, l'expérimentation sur parcelles dans différentes régions, les tests et lancements de produits à base de chanvre en industrie, la création d'un *Groupement d'Intérêt économique*.



Pratiquement, cultiver du chanvre

Commençons par les « plus ». La culture du chanvre est réputée facile, peu gourmande en intrants et en main-d'oeuvre. Dans un schéma de culture, le chanvre constitue une tête de rotation intéressante.

Continuons avec les « moins ». Si la culture est aisée, la récolte réclame un matériel adapté et un espace important, nécessairement au sec, pour le stockage. C'est donc une culture qui doit idéalement s'envisager en association à plusieurs agriculteurs proches. Par ailleurs, la culture du chanvre est encore soumise à une administration lourde, héritage des années de confusion avec le cannabis.

Le rendement moyen est environ de 8 à 10 tonnes de paille à l'hectare. La rentabilité actuelle, en l'absence de filière effective, est difficile à établir. A titre d'information, *Chanvréco* paie 100 € la tonne de paille aux agriculteurs sous contrat, fournit les semences et prend en charge les frais de récolte. Une tonne de graines de chanvre biologique se vend 1.000 à 1.500 € en sortie de ferme. Mais il n'existe pour l'heure aucune aide financière spécifique.

L'étude de faisabilité en cours doit préciser tous ces paramètres et établir des recommandations pour encourager la culture du chanvre.

Mais l'apparition de deux nouveaux acteurs dans le paysage du chanvre a accéléré et renforcé ce changement d'attitude. D'une part la toute jeune société liégeoise *Chanvréco* a décidé de relever le défi de la production de fibres courtes, chènevottes calibrées et poussière de chanvre. Pour ce faire, elle a passé contrat avec une série d'agriculteurs pour cultiver du chanvre et est occupée à installer et tester une ligne de défibrage originale. Quelques m³ de paille de chanvre sont déjà disponibles à la vente ou pour tests et études ; une production d'environ 30 tonnes est prévue cette année et début 2009. En ligne de mire, l'obtention d'une production de 2.500 tonnes dès 2010. A terme, l'ambition de *Chanvréco* est de parvenir à valoriser la plante entière : paille en construction et graine en alimentation humaine.

D'autre part, la tout aussi jeune asbl *Chanvre wallon*, veut aider à rassembler et diffuser l'information disponible sur le chanvre et fédérer les initiatives et les acteurs pour aboutir à la création d'une véritable filière chanvre wallonne. Ces intentions se traduisent, avec l'aide de la Région wallonne, par la réalisation d'une étude de faisabilité, confiée à la société *PsPC*, la mise en ligne d'un site dédié au chanvre et une action de présentation et promotion du chanvre et des produits

issus de sa transformation à la *Foire agricole de Libramont* cet été. Précisons que l'étude de faisabilité en cours porte sur la réimplantation du chanvre, dans la perspective d'un fonctionnement en filière et qu'elle devrait idéalement être complétée par une autre, portant sur les conditions de faisabilité industrielle de pareille filière.

THIERRY JOIE, CHANVRE WALLON, ASBL



Plus d'informations

**Division de la Gestion
de l'espace rural, DGA**

Jacques Stévenne

Ilôt Saint-Luc

14, chée de Louvain

5000 Namur

T. : 081 / 64.96.47

@ : j.stevenne@mrw.wallonie.be



En automne 2007, dans le cadre du projet *Interreg III A Wallonie-Lorraine-Luxembourg— Valorisation des structures agricoles* mené par la FJA, le CER et la *Chambre régionale d'agriculture de Lorraine*, deux jours de formation sur la manipulation du bétail et la sécurité de l'éleveur ont été organisés, en collaboration avec les *Comices du Luxembourg* et la direction du Développement et de la Vulgarisation de Libramont. L'une s'est déroulée dans l'exploitation de M. C. Lequeux à Sûre (commune de Vaux-sur-Sûre), avec le *Comice de Neufchâteau*, l'autre dans les exploitations de MM A.Vériter à Dampicourt et S. Antoine à Montquintin (toutes deux situées sur la commune de Rouvroy), avec le *Comice de Virton*. L'objectif de ces journées à l'intention des éleveurs était de rappeler les grands principes du comportement des animaux et, en fonction de cela, les bonnes attitudes à prendre pour éviter au maximum les risques d'accident. Les deux formateurs de l'*Association lorraine pour la Promotion de l'agriculture* (ALPA) assurent régulièrement ce type de cours pratiques à l'intention des éleveurs lorrains, soit dans le cadre de l'installation, soit dans le cadre de la formation permanente. Les éleveurs participants, dont certains étaient sceptiques au départ, ont été pour la plupart enchantés de la journée.

Allier sécurité de l'éleveur et bien-être animal

Formation utile, image positive

A Sûre, la surprise fut de voir débarquer une équipe de RTL-TVI pour un reportage au JT de 13 h. Ce reportage, très positif, mettait en valeur les efforts de formation en matière de sécurité et de bien-être animal faits par les agriculteurs. A Sûre également, deux firmes de matériel de contention avaient mis leur matériel à disposition, notamment un couloir de contention fixe et un mobile. A l'heure où les éleveurs sont confrontés à la vaccination contre la FCO et obligés, pour la majorité, de rattraper leur bétail en pâture, beaucoup se rendent compte que disposer d'un matériel de contention n'est plus un luxe, même si cela constitue un investissement important. Malheureusement à Dampicourt, alors que le comice avait l'intention d'en faire l'acquisition, le matériel n'était plus disponible, au grand regret des organisateurs. L'association *Préventagri* était également présente lors de ces deux journées pour sensibiliser les agriculteurs à la prévention des risques encourus lors de la manipulation du bétail. Aussi bien en Belgique qu'en France, le bétail est la première cause d'accident de travail en agriculture : un quart des accidents de travail en général et trois quarts dans les exploitations d'élevage.

Principes élémentaires

Différents exercices ont été effectués par les manipulateurs, exercices qui ont chaque fois donné l'occasion de discussions et d'échanges entre éleveurs et formateurs sur les différentes façons de procéder avec un maximum de sécurité. Que retenir de cette journée ? Tout d'abord un principe élémentaire que les éleveurs connaissent, mais qu'il était bon de rappeler : le calme de l'éleveur vis-à-vis de son troupeau est primordial pour

obtenir un troupeau calme. A ce propos, les formateurs, qui ne connaissaient pas les trois troupeaux, ont fait preuve de patience et de calme, même s'ils ne réussissaient pas l'exercice du premier coup. Un autre principe à ne jamais oublier est qu'on est en face d'animaux et qu'ils peuvent toujours avoir des réactions imprévisibles. Certains animaux sont plus dangereux que d'autres, tels les taureaux ou les mères avec leur veaux. Les formateurs nous ont montré différents exercices à l'extérieur : regroupement du troupeau et passage dans un couloir de contention, liage à l'étable lors de la rentrée, regroupement pour embarquement dans la bétailière, ... En étable, des démonstrations de parage de pattes, écornage de veaux, couchage d'un gros bovin, prise de bovin au lasso dans les loges, ... ont été effectuées. Cette journée a permis aux participants de réfléchir et de comparer leur manière de faire à celles des formateurs et de leurs collègues ; ils ont appris « trucs » et « astuces » utiles, soit des formateurs, soit de leurs collègues. La plupart ont estimé que « l'argent européen et wallon était bien utilisé, dans l'intérêt de leur profession d'agriculteur ».

EMMANUEL WINANCE ET PASCAL POCHET
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET
DE LA VULGARISATION À LIBRAMONT

Plus d'informations

**Division de la Recherche,
du Développement et de
la Qualité, DGA
Direction du Développement
et de la Vulgarisation
Services extérieurs de Libramont
2, rue des Genêts
6800 Libramont
Emmanuel Winance
T. : 061 / 22.10.60
@ : e.winance@mrw.wallonie.be
T. : 061 / 22.10.59
@ : p.pchet@mrw.wallonie.be**

A la découverte des vertus du lait d'ânesse

diversification

33

Petit retour vers le passé

Depuis l'Antiquité, le lait d'ânesse est reconnu pour ses vertus thérapeutiques et ses bienfaits cosmétiques. Les Grecs le considéraient déjà comme un excellent remède et les Romains l'avaient adopté comme boisson de luxe. Les livres d'histoire nous rapportent également plusieurs expériences menées par Hippocrate, médecin bien connu de l'Antiquité, qui prescrivait le lait d'ânesse pour soigner tous types de maux : douleurs articulaires, cicatrisation des plaies, ... Autre personnage historique, Cléopâtre, reine d'Égypte réputée pour sa beauté, entretenait l'éclat et la souplesse de sa peau en prenant des bains de lait d'ânesse. Elle aurait possédé un troupeau de plus de cinq cents ânesses spécialement destiné à son usage personnel.

Les multiples facettes de ce précieux liquide

De nos jours, le lait de ânesse est utilisé pour les problèmes de digestion, les problèmes de peau, les troubles dus à la douleur, aux médicaments ou à l'alcool et aussi pour renforcer l'organisme, ... Le



lait d'ânesse et le lait de jument sont aussi utilisés dans la composition de produits cosmétiques.

Traire une ânesse ou une vache, c'est totalement différent

Contrairement à la vache, l'ânesse ne constitue pas de réserve de lait dans son pis. Sa lactation est une succession de montées de lait qui ont lieu toutes les deux à quatre heures. Celles-ci sont déclenchées par une production d'hormones quand l'ânon vient téter. C'est pourquoi l'ânon doit rester le plus longtemps possible sous la mère. L'ânesse produit de 6 à 8 litres de lait par jour. Au début, on ne prélève que quelques gouttes pour arriver, après deux mois, à prélever manuellement entre 1 litre et 1,5 litre de lait, après le repas de l'ânon.

Attention, l'ânesse ne donne son lait qu'à la demande de son petit. Il est donc impératif que l'ânon reste à portée de vue de sa mère.



Producteurs wallons de lait d'ânesse

Asinerie du Pays des collines DENYS Olivier 3, château des Mottes 7911 Frasne-lez-Buissenal T. : 069 / 87.50.44 www.asineriedupays-descollines.be	Asinerie Lisane Hélène Bellot 132, rue du Vert-Bois 6110 Montigny-le-Tilleul T. : 071 / 43.93.55 www.users.skynet.be/lisane	L'Anerie d'Ardenne Pascal Delperdange 15, avenue de la Gare 6600 Bastogne T. : 0479 / 36.87.86 www.anerie.be
---	---	--

Producteurs wallons de lait de jument

Ferme Joiret Françoise Joiret 378, route de Hesbaye 5310 Branchon T. : 081 / 85.63.3 www.joiret.be	Ferme du Grand-Moustier Jean-Paul Deliener 434, chaussée du Roeulx 7062 Naast T. : 067 / 33.58.96 www.grandmoustier.be	Ferme de la Comogne Chris De Cooman 1, Comogne 5572 Focant T. : 084 / 38.93.69 www.fermedelacomogne.be
--	--	--

Nos producteurs wallons

Le lait d'ânesse et ses dérivés sont disponibles chez les producteurs et dans différents points de vente. Une visite des élevages est régulièrement possible. Certains exploitants wallons sont aussi producteurs de lait de jument.

ROMANO CAVALIERE, ACCUEIL
CHAMPÊTRE EN WALLONIE

Plus d'informations

Accueil champêtre en Wallonie
47, chaussée de Namur
5030 Gembloux
T. : 081 / 62.74.58
@ : accueilchampetre@fwa.be
www.accueilchampetre.be

Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.

34



Dynamiser les projets des petites fermes

(Éducagri Éditions/Inter AFOCG, Dijon-Paris, Coll. *Guide pour l'accompagnement*, 2008, 115 p.)

Le réseau Inter AFOCG (*Inter Association de Formation Collective à la Gestion*) a rassemblé sous forme d'un guide les démarches et les outils qu'il a élaborés et utilisés au cours de ses formations afin d'accompagner des petits agriculteurs dans la gestion globale de leur projet d'exploitation. Il s'agissait de développer leur autonomie de gestion, c'est-à-dire la capacité à choisir leurs orientations et à prendre des décisions argumentées. Le guide se veut un outil de mise à disposition des acteurs du développement rural afin d'entendre la voix des « petits agriculteurs » qu'on n'entend pas ou peu alors qu'ils constituent des fils essentiels pour le maillage de nos territoires.

Plus d'informations

Bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture
14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66

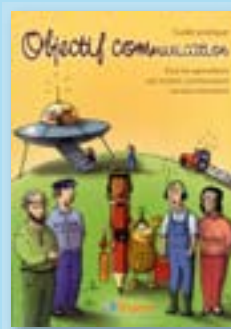
@ : d.lanteir@mrw.wallonie.be



Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe.

(LUGINBÜHL Y. (dir.), P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2007, 532 p.)

En se saisissant des deux catégories d'espaces et de sociétés que sont la ville et la campagne, cet ouvrage cherche à révéler les évolutions que l'Europe a connues dans les divers champs qui régissent les processus d'évolution sociale et spatiale : dans les modes d'habiter, dans les évolutions des divers systèmes de production économique et des formes de travail, ... La ville et la campagne sont soumises aux mêmes lois dynamiques en raison d'une homogénéisation supposée des modes de vie, les différentes études qui composent cet ouvrage convergent pour montrer avec force que villes et campagnes ont réagi tout à fait différemment aux effets des bouleversements mondiaux.



Objectif communication : Guide pratique pour les agriculteurs qui veulent communiquer sur leurs territoires.

(ASTIER M., LAVORIEL V., Éditions Trame, Paris, 2007, 180 p.)

Depuis quelques années, les actions de communication auprès du grand public orchestrées par les agriculteurs se développent. Elles s'inscrivent dans une dynamique collective positive qui redonne de la fierté et du sens au métier. Ce guide présente la démarche à mettre en œuvre pour réfléchir et bâtir collectivement un projet de communication au niveau local. En décrivant sous forme de fiches pratiques différents domaines de la communication comme les relations presse, l'événementiel, l'argumentation sur le métier, les produits, la recherche de partenariats, la formation, etc., il présente le panorama d'un ensemble d'actions de communication réalisables pour des actifs agricoles sur leur territoire avec pour chaque type d'actions des exemples d'initiatives.



De l'arbre au sol : Les Bois Raméaux Fragmentés

(ASSELINAEU E., DOMENECH, G., Éditions du Rouergue, Rodez, 2007, 190 p.)

L'utilisation des Bois Raméaux Fragmentés (BRF) représente une véritable alternative pour l'agriculture de demain, en proposant une redécouverte du fonctionnement du sol basé sur le modèle de l'écosystème forestier. Longtemps considérée comme un déchet, la branche d'arbre est aujourd'hui un produit de haute valeur agronomique, écologique et sociale, et ouvre de nouvelles perspectives pour nourrir les sols. Sa valorisation répond ainsi à plusieurs problèmes domageables pour l'environnement : diminution de la biodiversité, épuisement des sols, pollution des nappes et des rivières par les engrais et pesticides... Inventaire inédit de ce qui a été expérimenté dans le monde depuis les années 1970, cet ouvrage richement documenté est un véritable plaidoyer pour le sol. C'est également une réflexion sur la gestion de la ressource en BRF en remplaçant l'arbre au centre de la problématique agricole.

Editeur responsable :
Claude Delbeuck
14, ch. de Louvain
B – 5000 Namur

Les Nouvelles de l'été
3^e trimestre 2008
Trimestriel d'information édité par la direction générale de l'Agriculture
Ilôt Saint-Luc
14, ch. de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.94.11
@ : dga@mrw.wallonie.be
<http://agriculture.wallonie.be>

Comité de rédaction des Nouvelles :
M. Mmes Martine Leroux, Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard,
MM Jean-Luc Matthieu, Gaëtan Fripiat, Hervé Hulet,
Daniel Lanteir, Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne,
Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

Conception graphique et édition :
Twogether & Partners
Production et réalisation, coordination générale :
Anne-Françoise Piérard
Relecture : Véronique Renaux
Transposition en langue allemande :
Irmgard Drese (Amel)

Ont collaboré à cette 47^e édition :
R. Cavalière, E. Charlier, D. Devos,
Chr. Fassotte, Th. Joie, D. Lanteir,
Ch. Langhendries, F. Legros, ,
Cl. Saegerman, G. Simonart, E. Teller,
M. Thirion.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur

Abreuver sans dommage

L'accès du bétail aux cours d'eau

publications

35



Descriptions complètes des différents systèmes de clôtures, d'abreuvement, des possibilités pour le passage du bétail, ..., synthèses comparatives et estimations des coûts sont contenus dans cet ouvrage.

Informations sur le sujet

Parc naturel Hautes Fagnes – Eifel
Commission de gestion du parc
131, rue de Botrange
4950 Robertville
T. : 080 / 44.03.90
@ : hautesfagnes.eifel@skynet.be

Division de la Gestion de l'espace rural, DGA
Direction de l'Espace rural
Christian Mulders
Marc Thirion
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.96.60 – 62
@ : c.mulders@mrw.wallonie.be
ma.thirion@mrw.wallonie.be

Laurence DE VOS et Paul PETITFRERE
[Parc naturel Hautes Fagnes – Eifel],
L'accès du bétail aux cours d'eau, coll. Les Livrets de l'Agriculture, n°16, Namur, 2008.

Utilisée par tous, l'eau est une richesse précieuse, fragile et limitée. Maintenir une eau de qualité en quantité suffisante impose donc une gestion cohérente et rationnelle des masses d'eau. Aussi faut-il donc, entre autres, de limiter l'introduction de matières organiques et d'éléments nutritifs (azote et phosphore) dans les eaux de surface. Dans ce contexte, en 2009, et depuis 2005, la Région wallonne aura investi un milliard d'euros pour épurer nos eaux usées... Le secteur agricole participe à cette dynamique en respectant par exemple les règles de conditionnalité et les impositions du *Programme de Gestion durable de l'azote en agriculture*.

Les agriculteurs peuvent également volontairement mettre en œuvre des méthodes agroenvironnementales en bord de cours d'eau. Elles contribuent notamment à diminuer l'impact de leurs activités sur les équilibres naturels des écosystèmes aquatiques.¹

La gestion du bétail sans accès direct au cours d'eau permet également de réduire la pression de l'activité agricole sur le milieu aquatique. En effet, la dégradation

des berges et la perturbation du lit des rivières par les animaux de même que les retombées directes des déjections animales dans les cours d'eau sont autant de phénomènes qu'il est important de limiter pour éviter la détérioration de la qualité des eaux de surface.

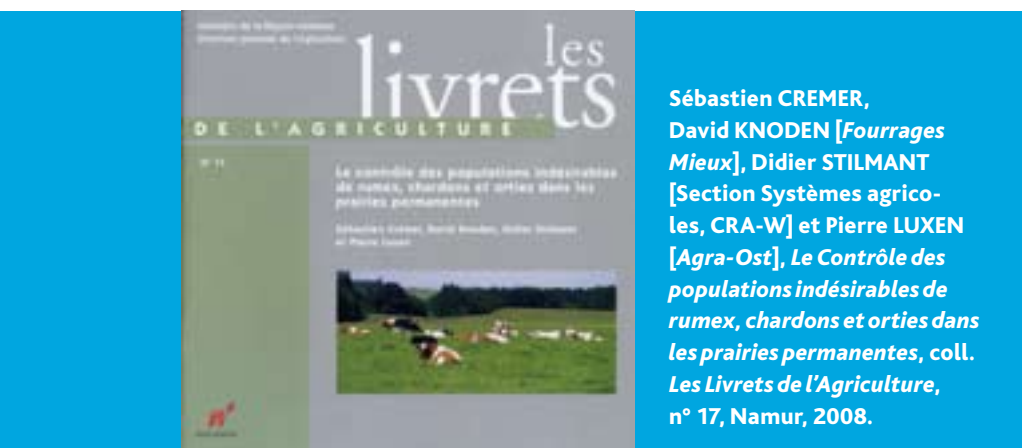
De nombreuses solutions permettent d'atteindre cet objectif. Les gestionnaires du Parc naturel Hautes Fagnes – Eifel les ont mises en œuvre et vulgarisées dans la cadre de projets financés par l'Union européenne et la Région wallonne. Le *Livret de l'Agriculture n°16, L'accès du bétail au cours d'eau* décrit et compare tous ces aménagements. Il constitue un outil précieux pour les agriculteurs, les encadreurs agricoles et les gestionnaires des cours d'eau non navigables à la recherche d'un guide des aménagements d'abreuvoirs pour bovins et des dispositifs de franchissement des rivières adaptés à l'agriculture.

Ce livret est disponible gratuitement.

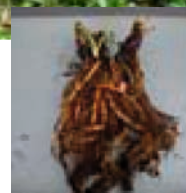
MARC THIRION
DIRECTION DE L'ESPACE RURAL

¹ Voir tournières : MAE 3a, bande de prairies extensives : MAE 3b et bande de parcelle aménagées : MAE 9.

Venir à bout des indésirables rumex, chardons et orties dans les prairies permanentes



Prolifération de rumex et racine pivot du rumex. Comment en venir bout ?



Les prairies permanentes de Région wallonne sont issues de prairies naturelles riches flore au sein desquelles s'établit un équilibre entre les graminées, les légumineuses et les autres plantes à fleurs. Suite à l'intensification de la production fourragère, à l'augmentation de la charge en bétail à l'hectare et à l'usage des engrais de synthèse, la flore de la plupart de ces prairies a été profondément modifiée. L'utilisation des herbicides, totaux ou sélectifs, suivie de la rénovation des prairies par ressemis ou sursemis, a accéléré et favorisé le développement d'espèces productives comme le ray-grass anglais (RGA), le trèfle blanc et dans une moindre mesure la fléole et la fétuque des prés, brisant par la même occasion l'équilibre naturel qui s'était établi entre les plantes prairiales initiales.

Invasives et dominantes

Ainsi, de diversifiée, comprenant de nombreuses graminées et dicotylées, dont les légumineuses, de nombreuses prairies permanentes ont évolué vers une composition où les graminées productives dominent. La simplification de la flore prairiale, liée à la dominance du couvert par ces graminées, de même que des accidents ou des erreurs d'exploitation, ont conduit dans certains cas à l'apparition parfois massive du chardon des champs, du rumex à feuilles obtuses et de la grande ortie. Si ces espèces ne sont généralement pas « problématiques », dans les prairies intensives où elles sont susceptibles de devenir dominantes, il pourra être nécessaire de mettre en œuvre des techniques de lutte adéquates.

Comment les maîtriser ?

C'est dans ce cadre que les équipes des associations Fourrages Mieux (Sébastien Crémier et David Knoden) et Agra-Ost (Pierre Luxen) ont rédigé conjointement le Livret de l'Agriculture n° 17, Contrôle des populations indésirables de chardons, rumex et orties dans les prairies permanentes. Cet ouvrage très complet, présente la biologie de ces trois espèces, explique les causes de leur prolifération dans certains milieux, définit les seuils d'intervention et propose les différentes techniques de lutte. Il sera disponible gratuitement à l'occasion de la Foire agricole de Libramont.

MARC THIRION ET CHRISTIAN MULDER
DIRECTION DE L'ESPACE RURAL

Demande d'envoi des ouvrages de la collection *Les Livrets de l'Agriculture*

Monsieur – Madame :

Agricultrice – agriculteur oui ☐ non ☐

Adresse :

T. : @ :

Bulletin à renvoyer :

Direction générale de l'Agriculture – Bibliothèque – 14, chée de Louvain – 5000 Namur

souhaite recevoir

☐ *Les Livrets de l'Agriculture*, n°16

☐ *Les Livrets de l'Agriculture*, n°17

